

**SCP F MASCRET
S FORNELLI
H-P VERSINI**

Commissaires de Justice Associés
71, Boulevard Oddo
Angle rue Villa Oddo
CS 20077
13344 MARSEILLE cedex 15
Tél : 04.96.11.13.13
etude@hdjpaca.com
FR7611306000304810407551013
AGRI FR PP 813

**ACTE DE
COMMISSAIRE
DE
JUSTICE**

Première expédition

Coût (Avec Lettre)

Nature	Montant
Emolument Art. R 444-3	221.36
Majoration	375.75
SCT Art. 444-48	9.40
Total H.T.	606.51
T.V.A à 20 %	121.30
Lettre	0.00
Total TTC	727.81

Coût (Sans Lettre)

Nature	Montant
Emolument Art. R 444-3	221.36
Majoration	375.75
SCT Art. 444-48	9.40
Total H.T.	606.51
T.V.A à 20 %	121.30
Total TTC	727.81

Les articles se réfèrent au Code de
Commerce
Tarif calculé sur la somme de 160954.99
€
SCT : Frais de Déplacement
DEP : Droit d'Engagement des
Poursuites

Acte non soumis à la taxe


**COMMISSAIRES
DE JUSTICE**

PROCES VERBAL DESCRIPTIF PORTANT SUR L'IMMEUBLE DE

LE MARDI SEPT JANVIER DEUX MILLE VINGT-CINQ

Nous, Société Civile et Professionnelle Franck MASCRET - Stéphane FORNELLI - Henri-Pierre VERSINI, S.C.P. Titulaire d'un Office de Commissaire de Justice, Commissaires de Justice Associés anciennement Huissiers de Justice, 71 Boulevard Oddo, angle Rue Villa Oddo à MARSEILLE (13015), l'un d'eux soussigné,

A LA DEMANDE DE :

La société B-SQUARED INVESTISSEMENTS, SARL, société à responsabilité limitée dont le siège est sis 9, rue Joseph Junck 1839 Luxembourg, dument établie et régie par la Loi luxembourgeoise du 22 Mars 2004 relative à la titrisation, enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés du Luxembourg sous le numéro d'enregistrement B261266, représentée par un représentant dument habilité,

Venant aux droits, selon acte sous seing privé du 25 Novembre 2022, de COMPARTIMENT B-SQUARED France C1, un compartiment du fonds commun de titrisation FCT B-SQUARED France, dont le règlement général a été signé le 23 Novembre 2022, et le règlement particulier a été signé le 23 Novembre 2022, représenté par France Titrisation, une société par action simplifiée, agréée par l'Autorité des marchés financiers en qualité de société de gestion de portefeuille habilitée à gérer des organismes de titrisation sous le numéro GP -1400030, dont le siège social est situé 1 boulevard Haussmann 75009 PARIS France, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PARIS sous le numéro 353 053 531,

Elle-même venant aux droits, selon acte sous seing privé du 25 Novembre 2022, de la CAISSE D'EPARGNE CEPAC, société anonyme, dont le siège social est situé Place Estrangin Pastré 13006 Marseille

Ayant pour Avocat Maître Nicolas SIROUNIAN Avocat associé au sein de la SELARL EKLAR AVOCATS, Avocat au Barreau d'AIX EN PROVENCE, y demeurant 23 Cours Mirabeau 13100 AIX EN PROVENCE Cedex 1 – tel .04.13.24.13.63 –fax. 04.96.10.11.12, Avocat qui se constitue sur les présentes poursuites de saisie immobilière et leurs suites.

A L'ENCONTRE DE :

AGISSANT EN VERTU :

la copie exécutoire d'un acte de prêt reçu par Maître Denys PAUCHON, Notaire à BERRE L'ETANG (13130) le 20 Septembre 2013

Et procédant conformément aux dispositions des articles L 322-2 et des articles R 322-1 à R322-3 du Code des Procédures Civiles d'Exécution, en suite du commandement valant saisie immobilière demeuré infructueux délivré par acte de notre ministère en date 29/11/2024.

Le Commissaire de Justice soussigné **CERTIFIE** s'être transporté ce jour à **9H00**, à l'adresse suivante :

BERRE L'ETANG (Bouches-Du-Rhône) (13130), lieu-dit les Romaniquettes, dont l'accès s'effectue par le 1615 Boulevard Henri Barbusse

Assisté de Monsieur Maxime NASRATY en qualité de diagnostiqueur.



A l'effet de procéder à la description exacte et détaillée des biens qui y sont situés :

Où étant, nous rencontrons Monsieur _____ ainsi déclaré, avec lequel j'avais préalablement pris rendez-vous et qui nous laisse librement visiter les lieux.

Il s'agit d'une propriété bâtie dont les informations littérales relatives à la parcelle sont les suivantes :

Référence cadastrale de la parcelle : 000 BL 453

Contenance cadastrale : 884 mètres carrés

Adresse : 1615 BD HENRI BARBUSSE
13130 BERRE L'ETANG

Et dont le plan de situation est inséré ci-après :

Département :
BOUCHES DU RHONE
Commune :
BERRE L'ETANG

Section : BL
Feuille : 000 BL 01

Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 24/01/2025
(Axeau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC44
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

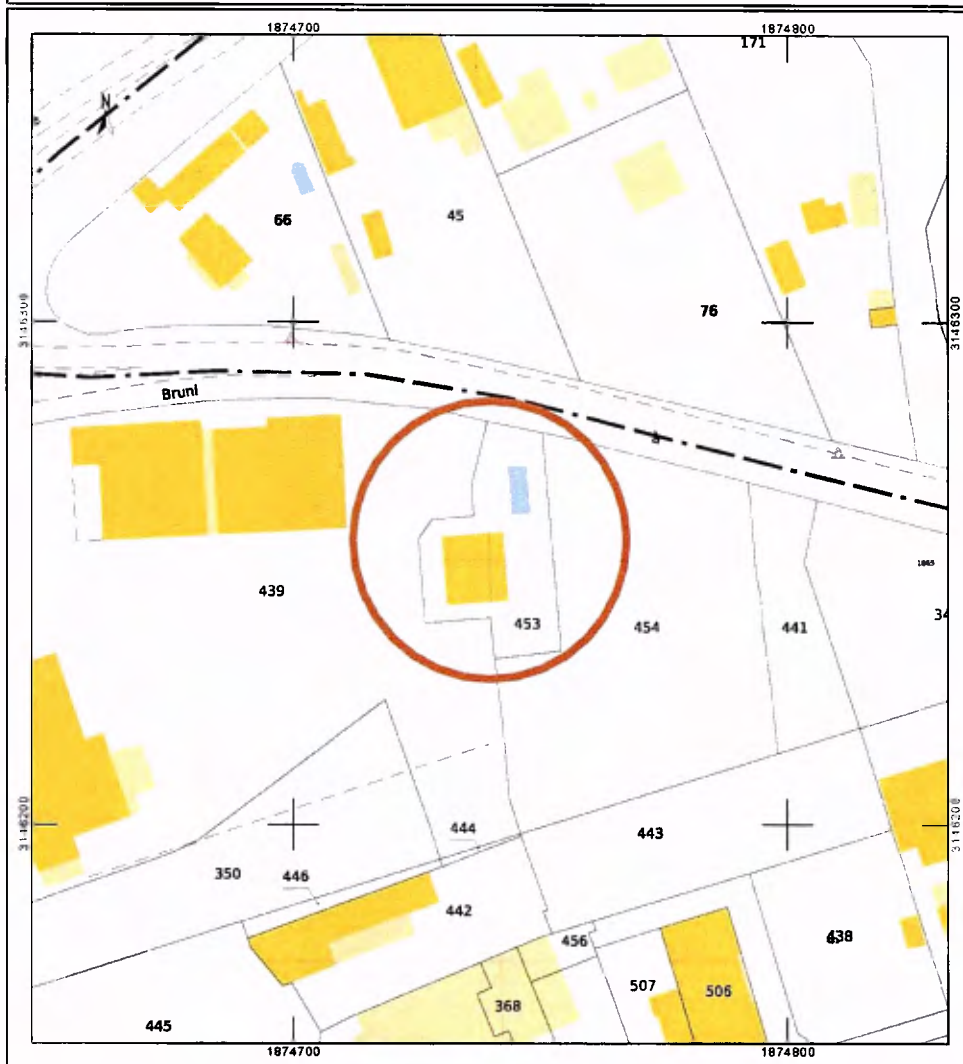
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant
CENTRE DES IMPÔTS FONCIER D'AIX
10, Avenue de la Cible 13628
13628 AIX-EN-PROVENCE Cedex 1
tél. 04 42 37 53 67 - fax
cdif.aix-en-
provence@dgif.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

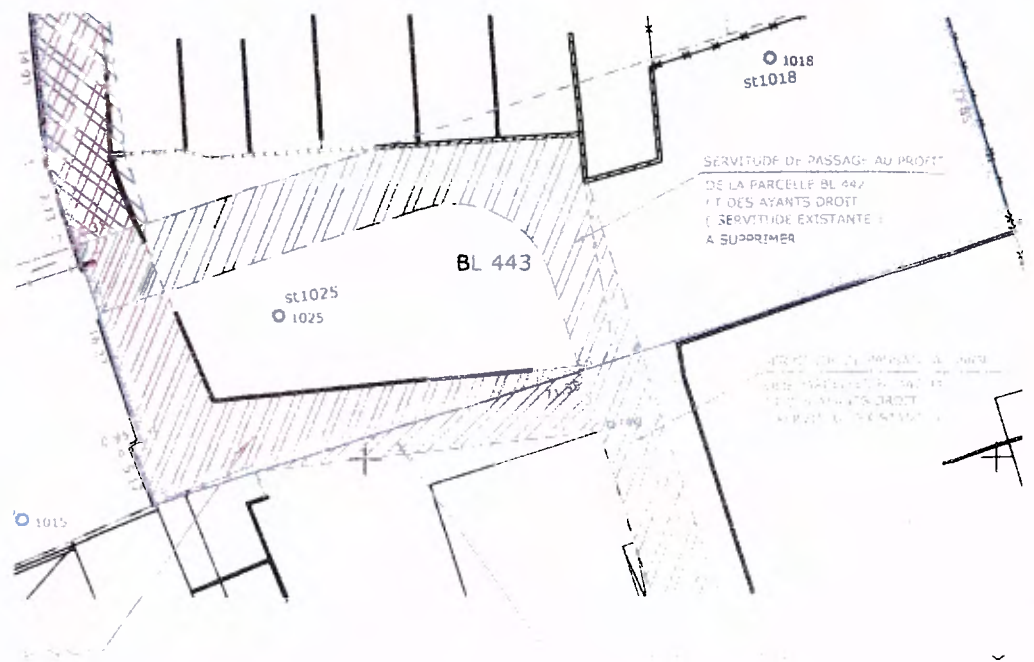
cadastre.gouv.fr



Source : <https://www.cadastre.gouv.fr/>

Cette propriété bâtie est située dans un lotissement non soumis à la copropriété, elle comprend une maison à usage d'habitation de plain-pied avec garage, piscine et dépendance. Pour y accéder, des servitudes de passages ont été constituées. A ce sujet, nous déclarons que sa servitude existante est actuellement obstruée, et nous remet un plan de géomètre sur laquelle la servitude existante est matérialisée en vert/hachuré.

Agrandissement :



Puis, il me la désigne, et j'observe que sur l'emprise de la servitude hachurée en vert sur ce plan, des véhicules y sont stationnés, par ailleurs, un mur en parpaings bruts est bâti à la jonction de la zone hachurée en rouge et en vert.



Portail accès propriété

Mur édifié
Selon
dans le passage de la
servitude

Passage servitude
hachuré en vert sur
le plan



me déclare également qu'une procédure judiciaire est en cours quant à l'obstruction de cette servitude, et qu'il demande l'autorisation à son voisin pour accéder à sa propriété, j'en prends acte.

Puis, nous nous rendons sur sa propriété, fermée par un portail métallique à ouverture électrique, non fonctionnel lors de notre arrivée.

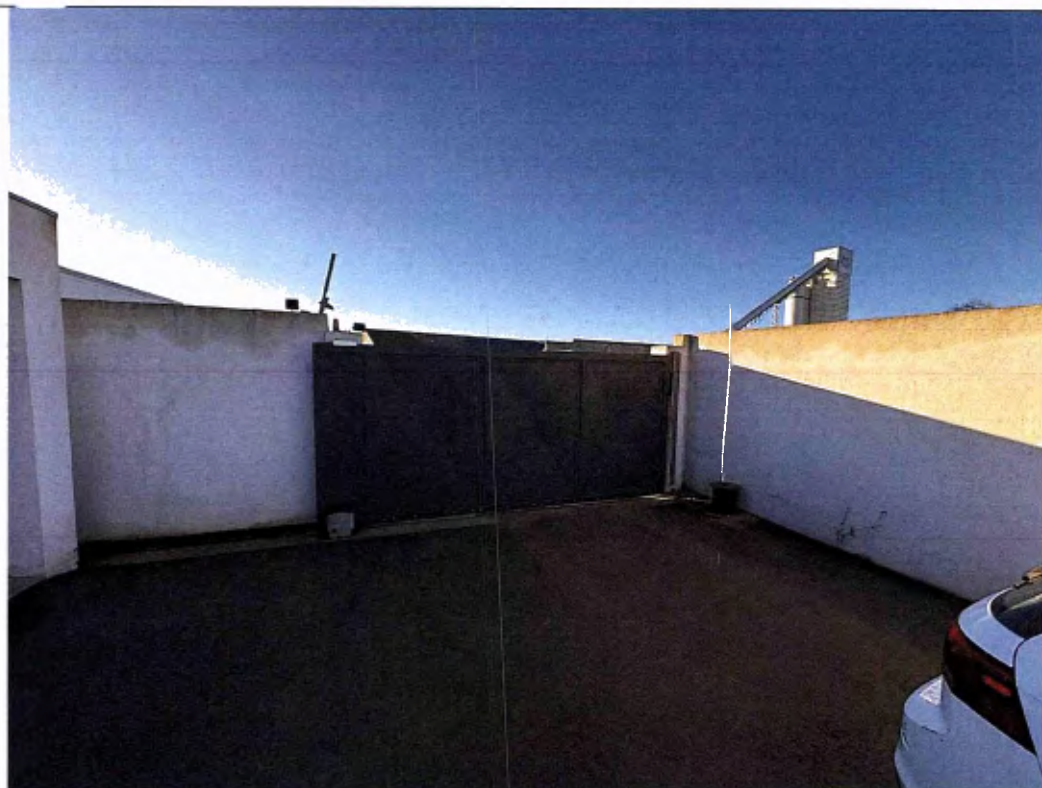


Une fois sur cette propriété il nous présente une personne qu'il nous désigne comme étant sa locataire, à savoir M^{me} _____, à qui nous déclinons nos noms, prénoms, qualités et objet de notre visite, celle-ci en prend acte et nous laisse librement visiter les lieux.

EXTERIEUR

Le sol des espaces extérieurs dispose de divers revêtements en très bon état apparent, que ce soit les espaces carrelés ou ceux avec revêtement bitumeux. Les zones avec pelouse artificielle sont à l'état d'usage.

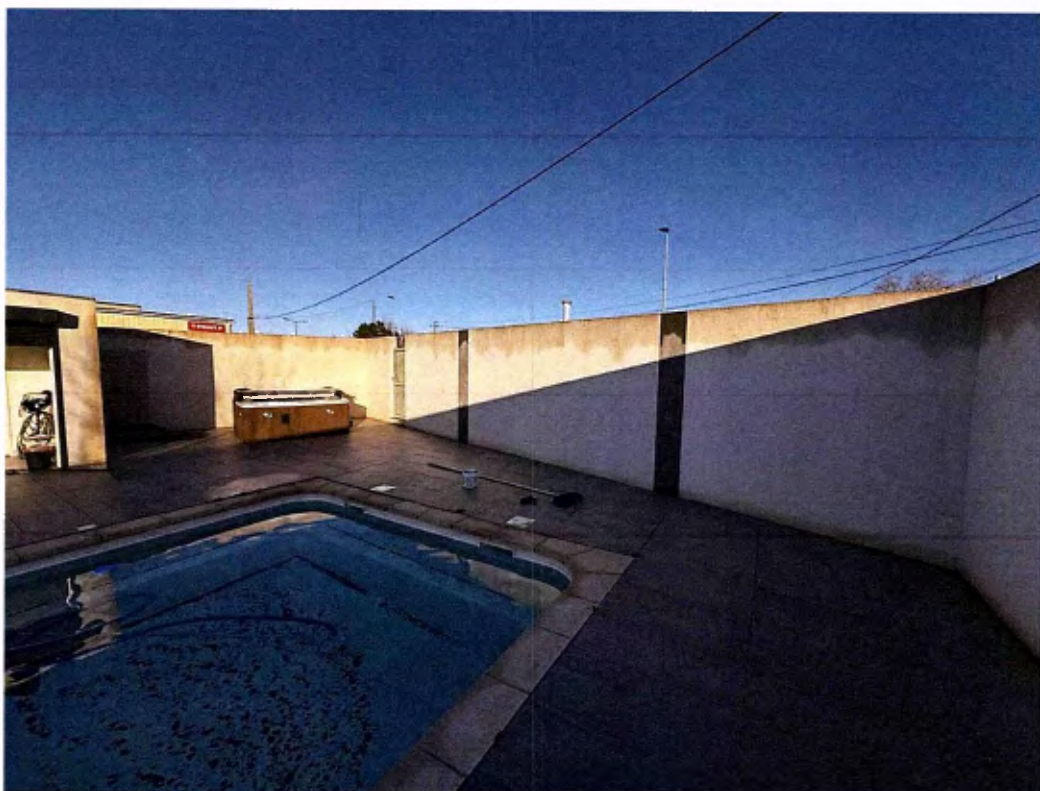
La piscine en eau est d'apparence fonctionnelle.

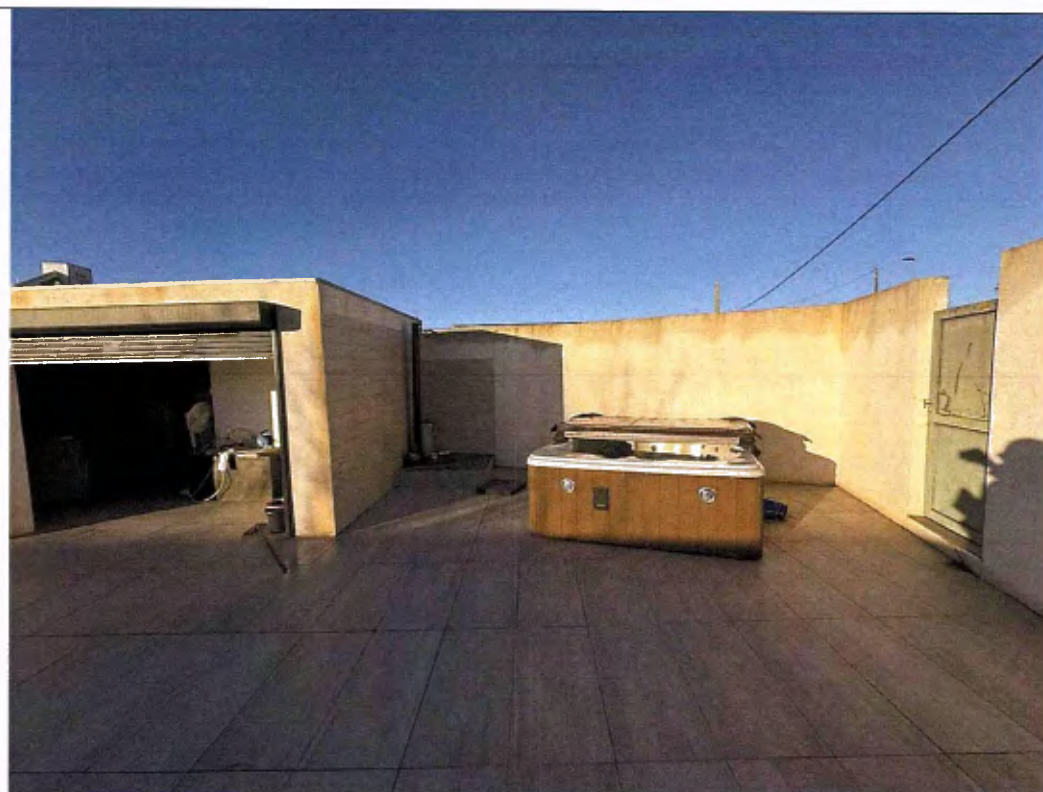


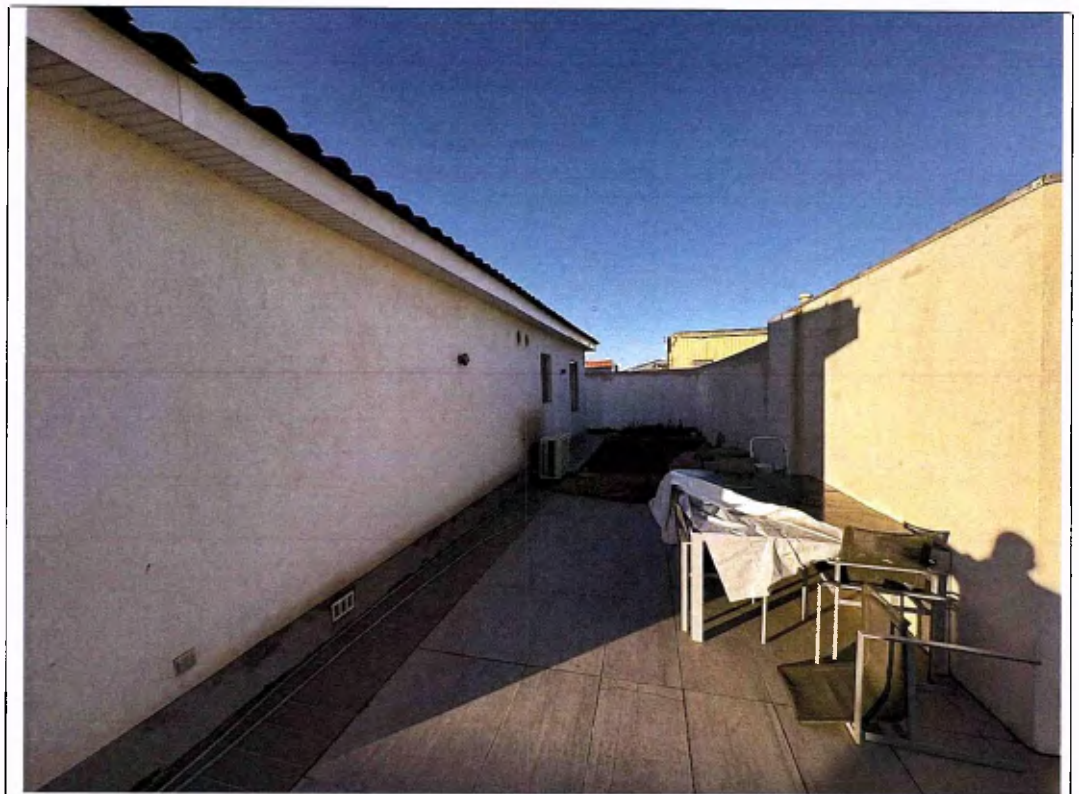
















ABRI DE JARDIN

Il s'agit d'un bâti hors d'eau et hors d'air, dont les deux ouvertures sont fermées par des volets roulants électriques. L'espace intérieur comprend une pièce principale, un W.C. indépendant et un local technique.

Le carrelage au sol est en bon état apparent.

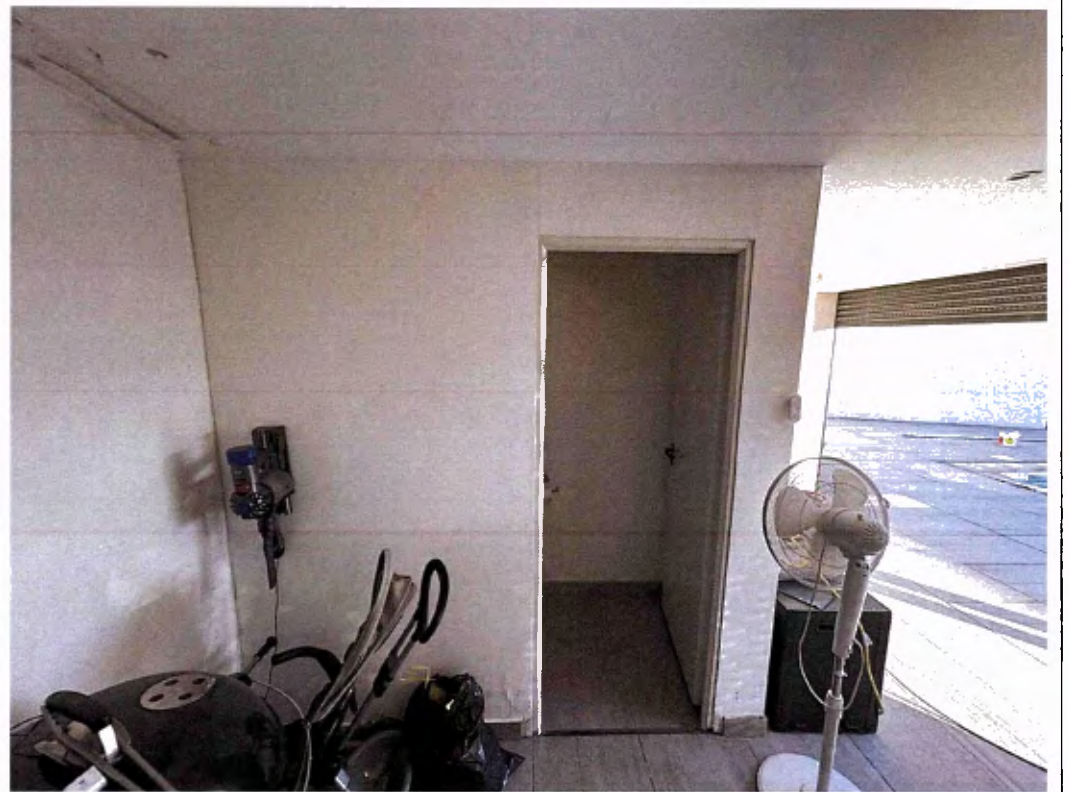
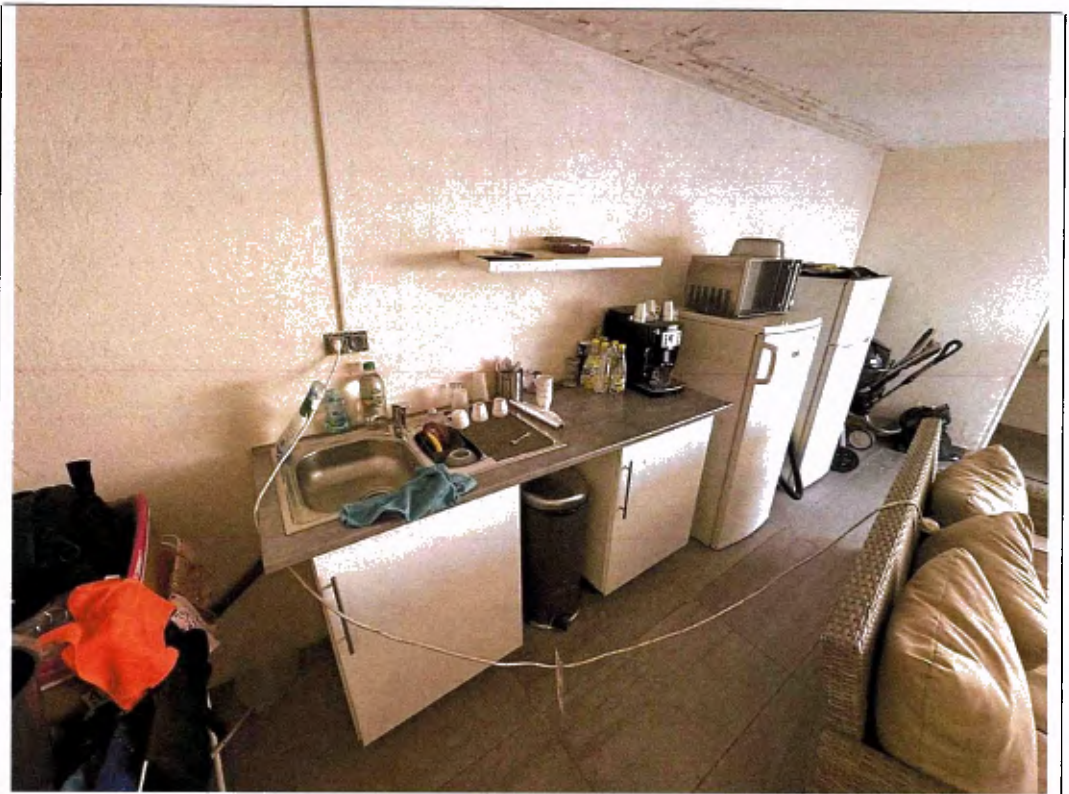
Le revêtement peinture des murs périphériques est à l'état d'usage, celui au plafond est marqué par des traces d'infiltrations d'eaux pluviales.

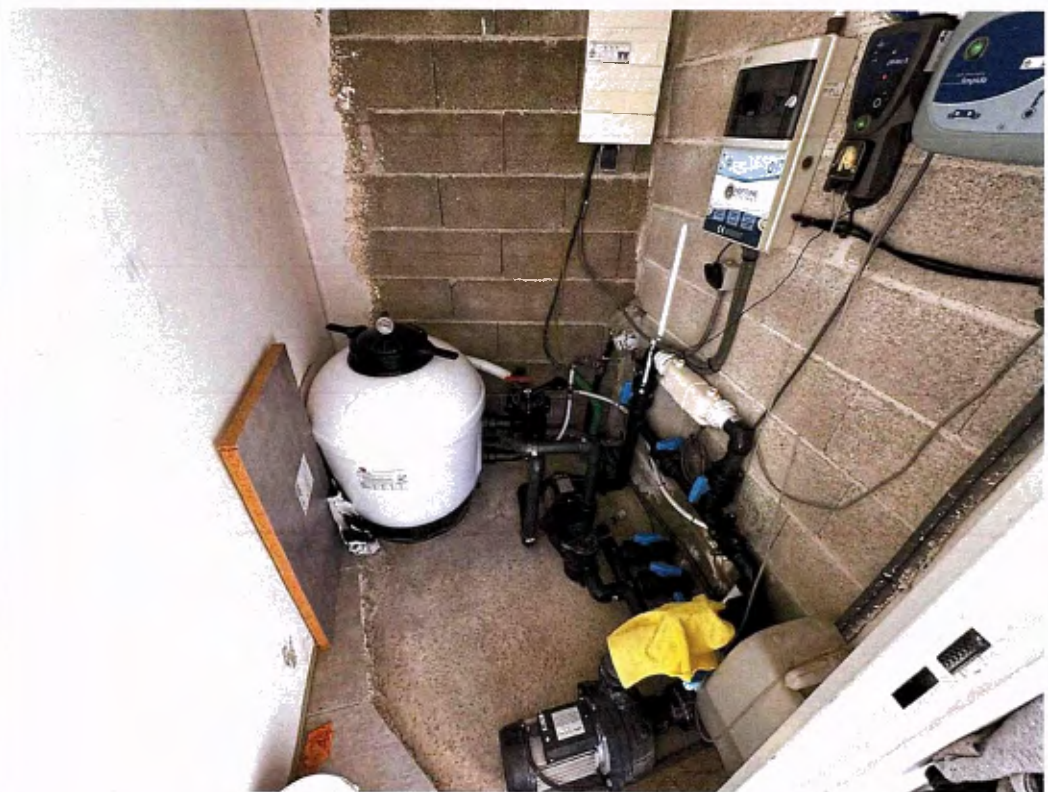
Equipements :

- pièce principale : une cuisine aménagée de meubles bas et d'un plan de travail avec évier inox un mac surmonté d'un robinet mitigeur
- W.C. : un W.C. chasse basse
- local technique : réseau et matériel de piscine ainsi qu'un compteur électrique





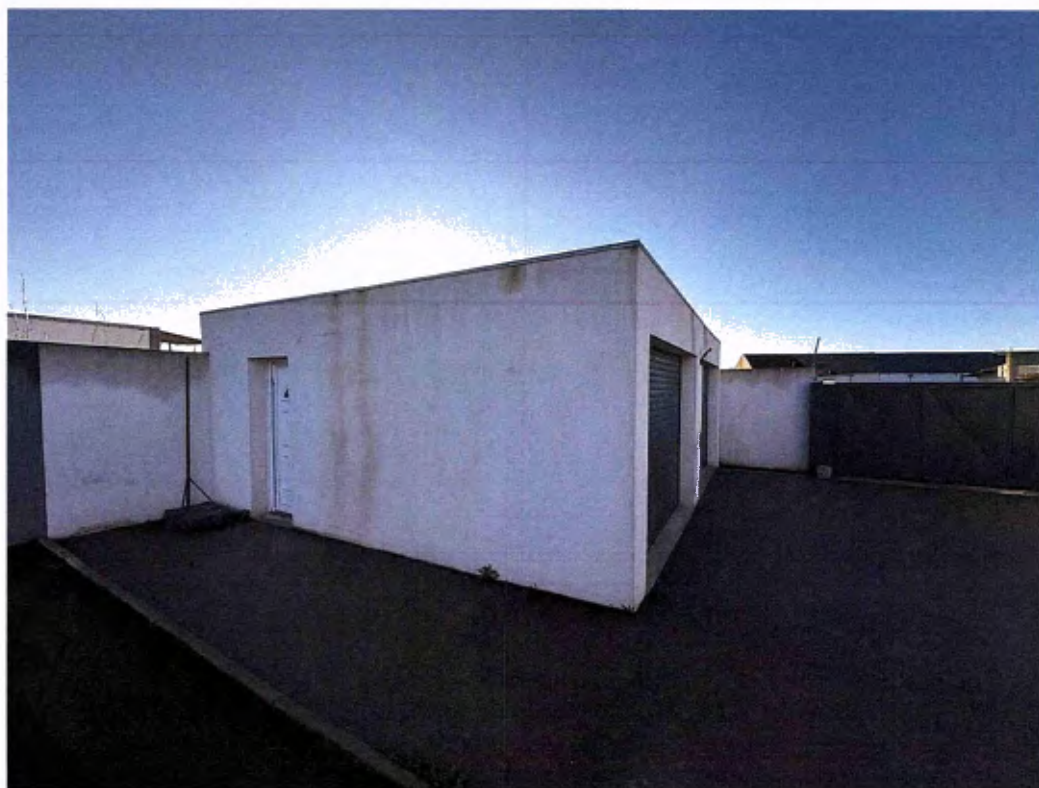




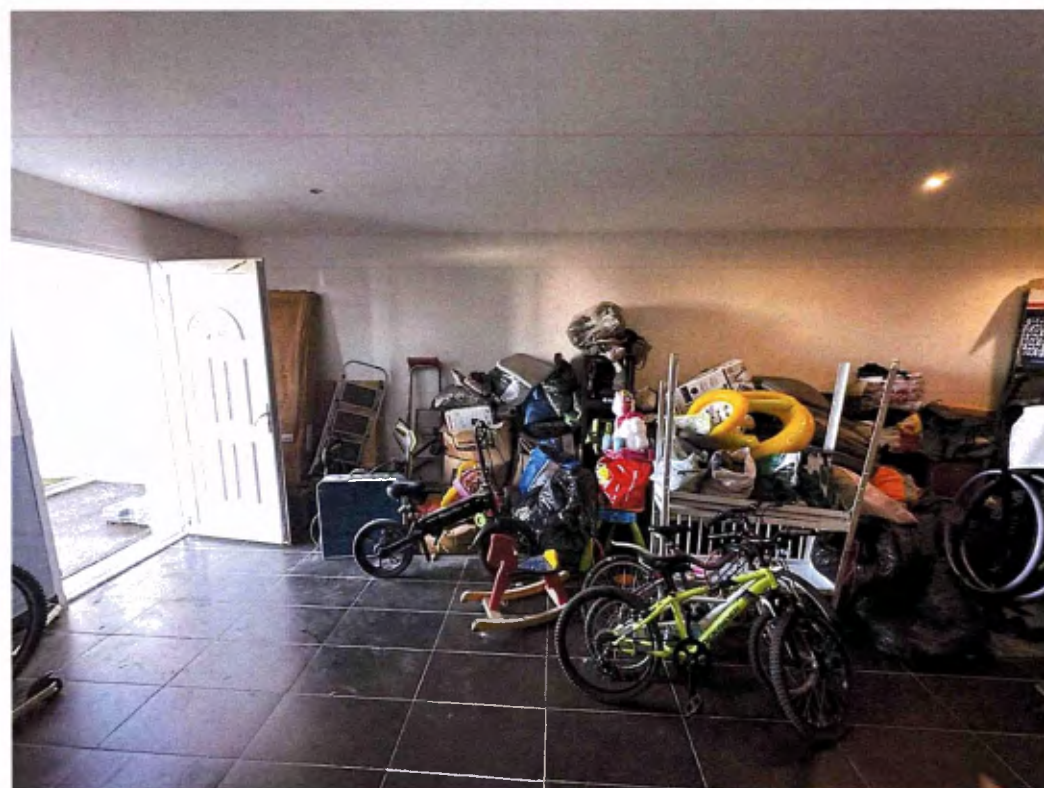


GARAGE

Il s'agit d'un bâti hors d'eau et hors d'air, dont les deux ouvertures sont fermées par des volets roulants électriques, également accessible par une porte latérale équipée d'une serrure. Le carrelage au sol est en bon état apparent. Les revêtements peintures des murs périphériques et du plafond sont en bon état apparent.









MAISON A USAGE D'HABITATION

La maison principale comprend un hall d'entrée ouvrant sur un séjour avec coin cuisine distribuant un salon, une chambre parentale avec salle d'eau, ainsi qu'un dégagement permettant l'accès à deux chambres, une salle de bains et une buanderie.

On y accède par une porte palière équipée d'une serrure centrale de sécurité, avec partie centrale vitrée, fermée à l'extérieur par un volet roulant électrique.

ENTREE

L'espace est éclairé par la porte palière vitrée.

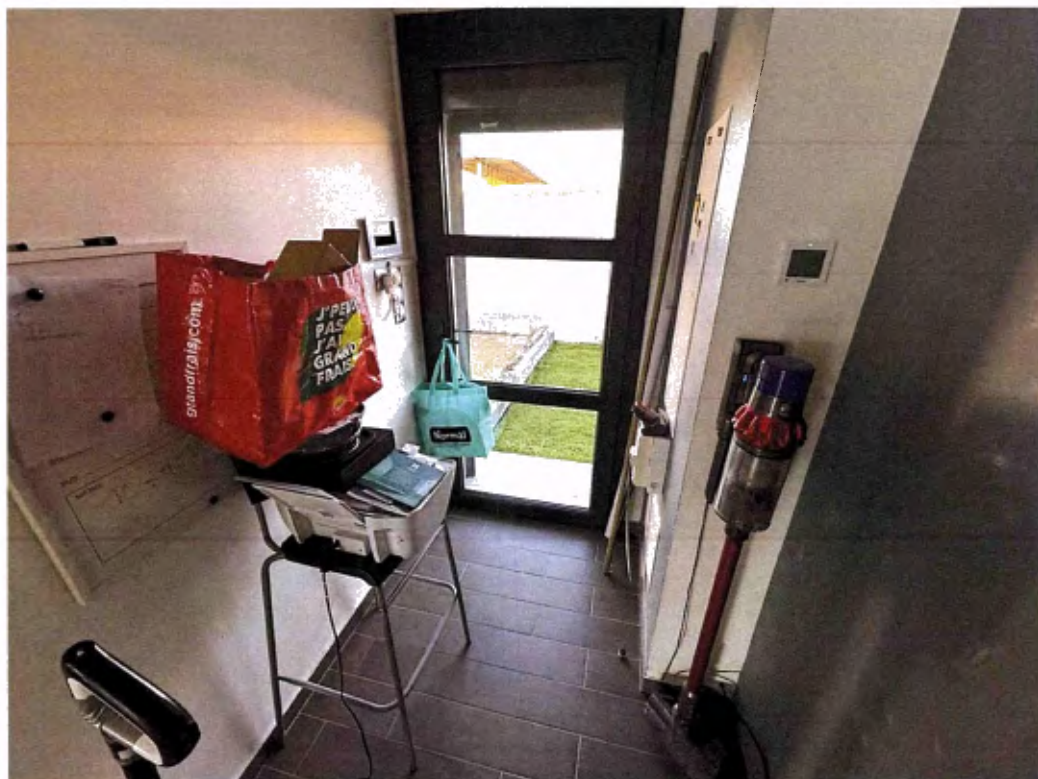
Sol : carrelage récent en très bon état avec plinthes faïencées assorties.

Murs : revêtement peinture en bon état.

Plafond : badigeon en bon état.

Equipement :

- un disjoncteur électrique et un placard attenant contenant le tableau électrique.





SEJOUR AVEC COIN CUISINE

On y accède directement depuis l'entrée.

L'espace est éclairé par une fenêtre deux couissants avec menuiseries aluminium et double vitrage, fermée à l'extérieur par un volet roulant électrique.

Sol : carrelage récent en très bon état avec plinthes faïencées assorties.

Murs : revêtement peinture en bon état.

Plafond : badigeon en bon état.

La cuisine est aménagée et équipée, elle comprend des meubles bas, des meubles hauts, des meubles sur colonne, un plan de travail équipé d'électroménager et surmonté d'un évier un bac avec robinet professionnel ; ainsi qu'un îlot central avec plan de travail et meuble bas.











CHAMBRE 3 AVEC SALLE D'EAU ATTENANTE

On y accède depuis le séjour ou le salon, par des portes coulissantes à galandage.

L'espace est éclairé par une fenêtre double battant, menuiseries aluminium et double vitrage, fermée à l'extérieur par un volet roulant électrique.

Sol : carrelage récent en très bon état avec plinthes faïencées assorties.

Murs : revêtement peinture en bon état.

Plafond : badigeon en bon état.

Equipement :

- un convecteur électrique





SALLE D'EAU ATTENANTE A LA CHAMBRE 3

On y accède depuis la chambre 3 par une ouverture.

L'espace est éclairé par une fenêtre un battant, menuiseries aluminium et double vitrage, barreaudée à l'extérieur.

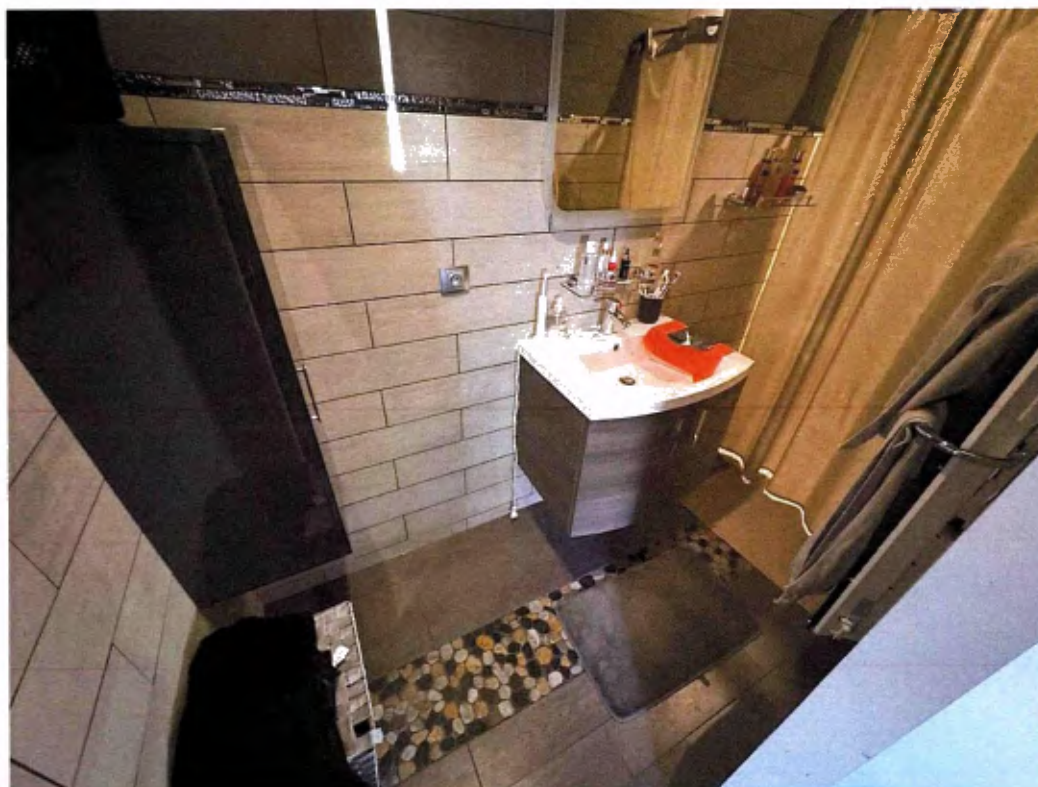
Sol : carrelage récent en très bon état avec plinthes faïencées assorties.

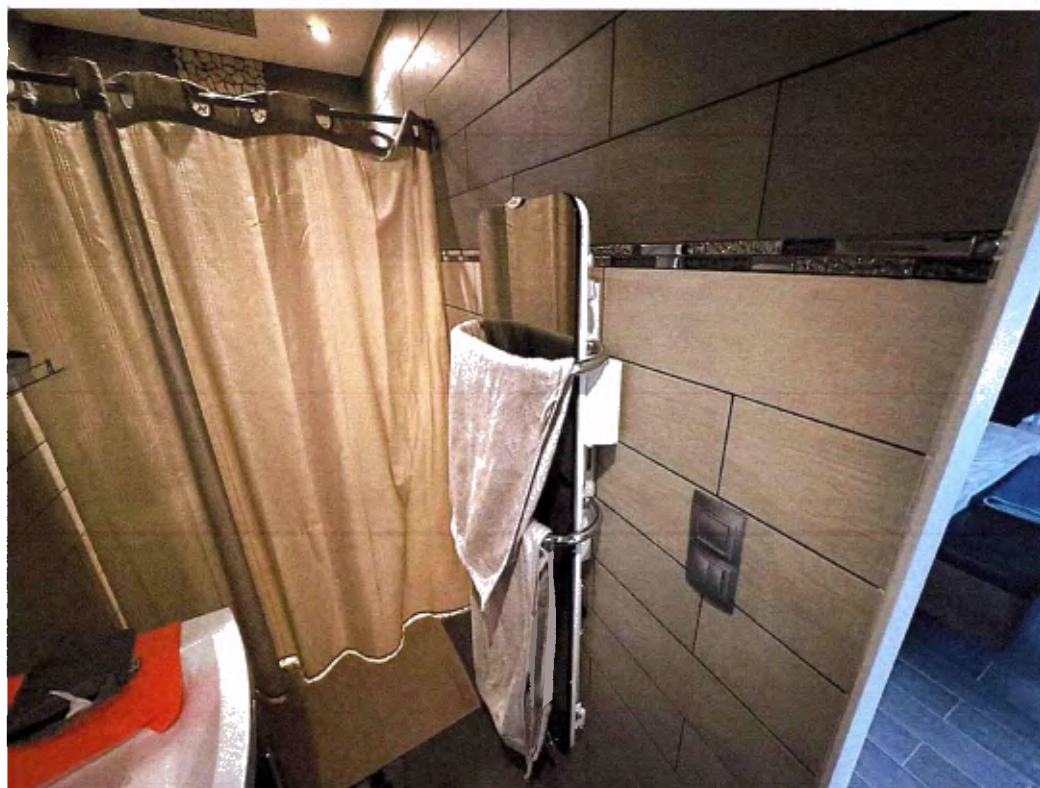
Murs : placage faïencé en bon état.

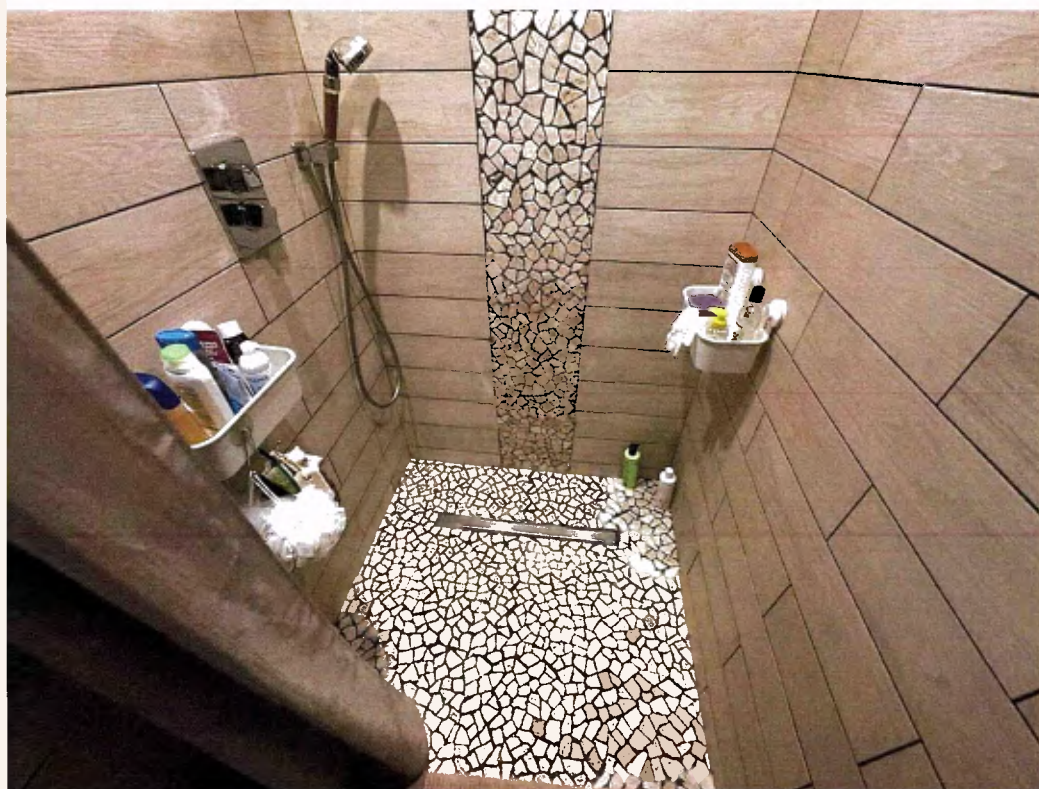
Plafond : badigeon en bon état.

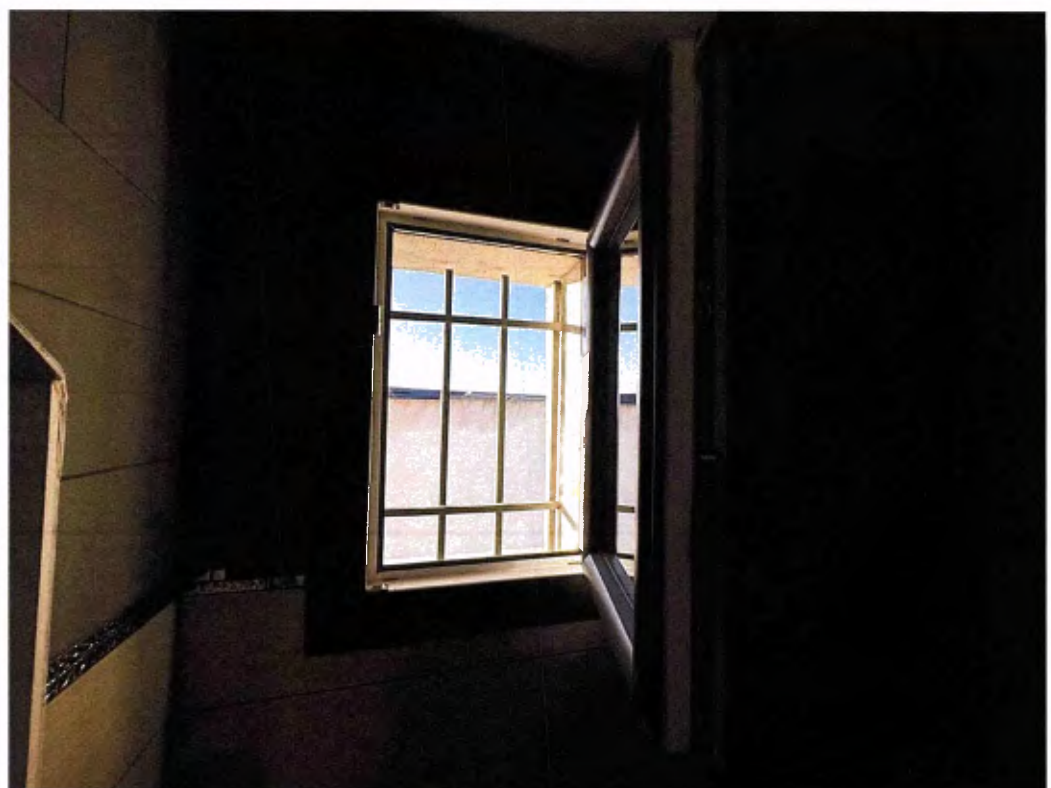
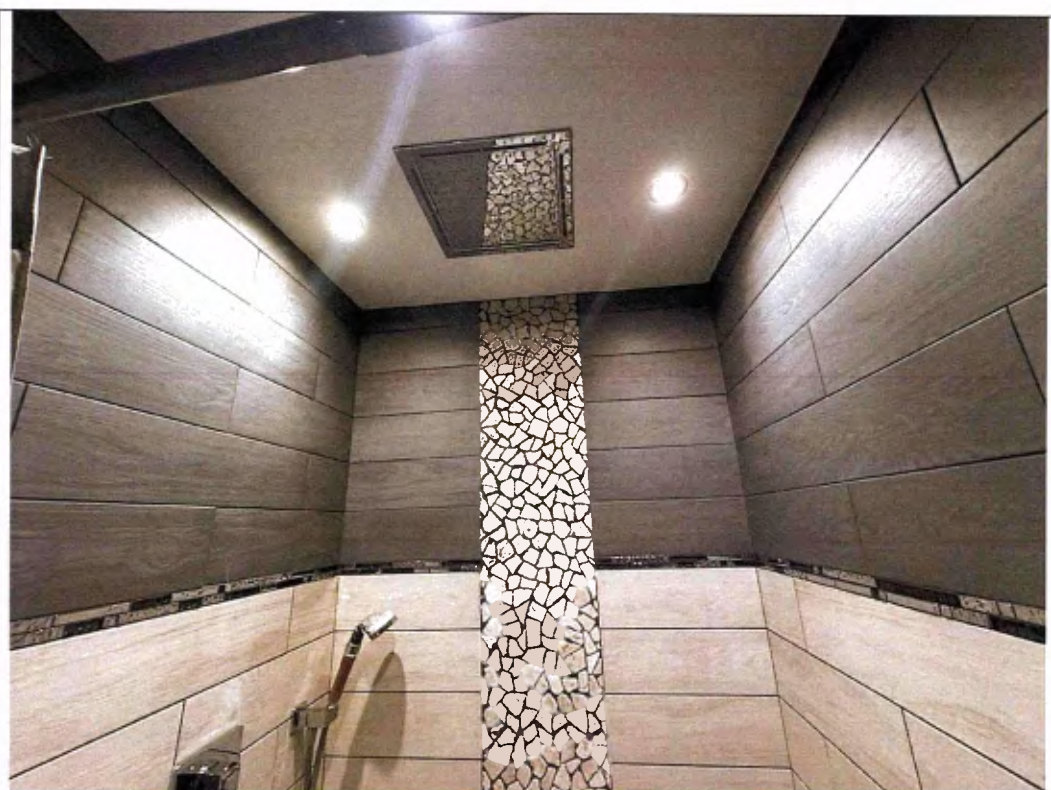
Equipements :

- une douche à l'italienne avec robinetterie complète,
- un meuble sous vasque surmonté d'un robinet mitigeur,
- un sèche serviette électrique fixation murale









SALON

Ce vaste espace communique par des portes à galandage avec les chambres 3 et 2, ainsi qu'avec le séjour avec coin cuisine, par des portes coulissantes à galandage, et avec l'extérieur par une porte équipée d'une serrure de sécurité.

Il est éclairé par un ensemble de menuiseries coulissantes en aluminium et double vitrage, chacune étant fermée à l'extérieur par un volet roulant électrique.

Sol : carrelage récent en très bon état avec plinthes faïencées assorties.

Murs : revêtement peinture en bon état, parement pierre par endroits également en bon état.

Plafond : badigeon en bon état.









DEGAGEMENT

On y accède depuis le séjour.

Sol : carrelage récent en très bon état avec plinthes faïencées assorties.

Murs : revêtement peinture en bon état.

Plafond : badigeon en bon état.







CHAMBRE 1

On y accède depuis de dégagement par une porte battante de communication.

L'espace est éclairé par une fenêtre double battant, menuiseries aluminium et double vitrage, fermée à l'extérieur par un volet roulant électrique.

Sol : carrelage récent en très bon état avec plinthes faïencées assorties.

Murs : revêtement peinture en bon état.

Plafond : badigeon en bon état.

Equipement :

- un convecteur électrique





SALLE DE BAINS

On y accède depuis de dégagement par une porte battante de communication.

L'espace est éclairé par une fenêtre un battant, menuiseries aluminium et double vitrage, barreaudée à l'extérieur.

Sol : carrelage récent en très bon état avec plinthes faïencées assorties.

Murs : intégralement recouverts d'un placage faïencé en bon état.

Plafond : badigeon en bon état.

Equipements :

- un meuble sous double vasque, chacun surmonté d'un robinet mitigeur, un miroir avec luminaire
- un sèche-serviette électrique fixation murale,
- une baignoire à balnéo avec robinetterie complète,
- un W.C. fixation murale avec bouton poussoir.









BUANDERIE

On y accède depuis de dégagement par une porte battante de communication.

Il s'agit d'une pièce noire.

Sol : carrelage récent en très bon état avec plinthes faïencées assorties.

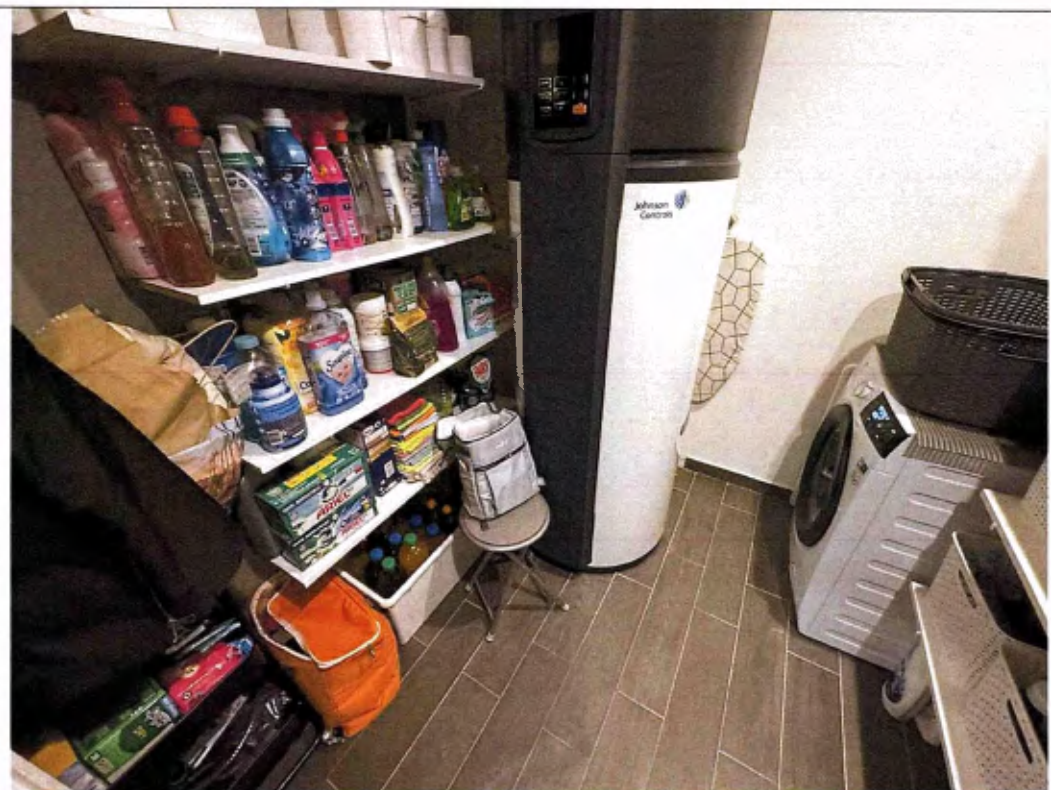
Murs : revêtement peinture en bon état.

Plafond : badigeon en bon état.

Equipement :

- un système vertical de marque JOHNSON CONTROLS





CHAMBRE 2

On y accède depuis de dégagement par une porte battante de communication, et cette pièce communique avec le salon par une porte à galandage.

L'espace est éclairé par une fenêtre double battant, menuiseries aluminium et double vitrage, fermée à l'extérieur par un volet roulant électrique.

Sol : carrelage récent en très bon état avec plinthes faïencées assorties.

Murs : revêtement peinture en bon état.

Plafond : badigeon en bon état.

Equipement :

- un convecteur électrique







TRES IMPORTANT

Monsieur AMAOUCHE m'avait préalablement confirmé que cette adresse était son domicile, mais il m'indique désormais résider à Marignane (13700), 19 Rue Denis Papin.

Les lieux sont en effet occupés par Madame FAHHAM Sabrina et ses 3 enfants, locataire suivant bail sous-seing privé qu'elle nous présente et que je reproduits intégralement ci-après :

KIT

**location
habitation
vide**

Contrat de location de locaux vacants non meublés

☒ HABITATION PRINCIPALE (1) PROFESSIONNEL et HABITATION PRINCIPALE (1) ☐
 PROFESSION AUTORISÉE _____
(1) Cocher la mention utile

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

nom, prénom et adresse du ou des BAILLEUR(S) ainsi que, le cas échéant, le nom, prénom et adresse du MANDATAIRE (2) ou de la personne morale (3) en ajoutant la raison sociale, l'activité, le capital, le RCS, le n° SIREN et l'adresse du siège social.

nom, prénom et adresse, date et lieu de naissance du ou des LOCATAIRE(S) (mariés, concubins, PACS)

dénommé(s) "LE BAILLEUR".

dénommé(s) "LE LOCATAIRE".

(3) Numéro et _____ de la carte professionnelle (3) Préciser si la personne morale est une société civile constituée exclusivement entre parents et alliés jusqu'au quatrième degré inclus ou entre partenaires liés par un pacte civil de solidarité.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, le bailleur loue les locaux et équipements ci-après désignés au locataire qui les accepte aux conditions suivantes :

CONSISTANCE, SITUATION ET DÉSIGNATION DES LOCAUX LOUÉS			
CONSISTANCE	<input type="checkbox"/> appartement <input checked="" type="checkbox"/> maison individuelle construit en : <u>1960</u> <input type="checkbox"/> mono propriété <input type="checkbox"/> copropriété classement DPE : _____		
SITUATION (adresse)	<u>1815 Boulevard Armand Barthère</u> <u>13130 BENE L'ETANG</u>		
DÉSIGNATION DES LOCAUX, ÉQUIPEMENTS, ET ACCESSOIRES d'usage privatif (4)	Nombre de pièce(s) principale(s) : <u>4</u> surface habitable (m²) : <u>98</u> N° fiscal du logement : _____ <small>(4) À défaut d'un état des lieux, noter les éléments d'équipements de la cuisine, des installations sanitaires et autres.</small>		
DÉPENDANCES d'usage privatif	<input type="checkbox"/> garage n° _____ <input type="checkbox"/> parking n° _____ <input type="checkbox"/> cave n° _____ <input type="checkbox"/> comble aménagé ou non <input type="checkbox"/> grenier <input checked="" type="checkbox"/> terrasse <input type="checkbox"/> balcon <input type="checkbox"/> loggia <input checked="" type="checkbox"/> jardin <input type="checkbox"/> antenne TV <input type="checkbox"/> téléphone		
PARTIES ET ÉQUIPEMENTS d'usage commun SERVICES	<input type="checkbox"/> espace(s) vert(s) <input type="checkbox"/> internet <input type="checkbox"/> câble <input type="checkbox"/> antenne TV collective <input type="checkbox"/> gardiennage <input type="checkbox"/> ascenseur <input type="checkbox"/> vide-ordures <input type="checkbox"/> interphone <input type="checkbox"/> chauffage <input checked="" type="checkbox"/> individuel <input type="checkbox"/> collectif - eau chaude <input type="checkbox"/> individuelle <input type="checkbox"/> collective - eau froide <input type="checkbox"/> individuelle <input type="checkbox"/> collective		
DÉTERMINATION DU PRIX DU LOYER	Le loyer des logements vacants doit être déterminé conformément à l'article 17 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989		
 3 503167 200001	Le locataire remet ce jour au bailleur une copie conforme des documents de références cochés ci-après et en atteste formellement l'authenticité. <input type="checkbox"/> trois derniers bulletins de salaire <input checked="" type="checkbox"/> dernier avis d'imposition <input checked="" type="checkbox"/> trois dernières quittances de loyer <input checked="" type="checkbox"/> justificatif(s) d'identité en cours de validité nombre de copies remises : <u>4</u> <input checked="" type="checkbox"/> Let déclare avoir reçu du bailleur un justificatif de sa qualité de propriétaire (relevé cadastral, facture EDF ou autres)		

AZ
FS

WEBER DIFFUSION, B.P. 75 - 83002 DRAGUIGNAN Cedex - Tél. 04 94 67 44 83 - REPRODUCTION INTERDITE - 33423

CONDITIONS GÉNÉRALES

(Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 modifiée par la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014)

I.- DURÉE DU CONTRAT

Le contrat de location est conclu pour une durée au moins égale à trois ans (bailleur "personne physique") ou à six ans (bailleur "personne morale"). Quand un événement précis justifie que le bailleur "personne physique" ait à reprendre le local pour des raisons professionnelles ou familiales, les parties peuvent conclure un contrat d'une durée inférieure à trois ans, mais d'au moins un an.

Le contrat doit mentionner les raisons et l'événement invoqués. Lorsque l'événement prévu ne s'est pas produit ou n'est pas confirmé, le terme du contrat peut être, selon les cas, reporté jusqu'à la date de réalisation. Au-delà, il est réputé être de trois ans (article 11 modifié par la Loi du 24/03/2014).

II.- TACITE RECONDUCTION

À défaut de congé ou de renouvellement, donné dans les conditions de forme et de délai prévues ci-dessous, le contrat parvenu à son terme est, soit reconduit tacitement, soit renouvelé, pour une durée égale à celle du contrat initial. Lors du renouvellement du contrat et si le loyer est manifestement sous évalué, une action en réévaluation peut être engagée selon les conditions de l'article 17-2 de la Loi du 6 juillet 1989.

III.- CONGÉ - PRÉAVIS - RÉSILIATION

Le congé doit être notifié par lettre recommandée avec avis de réception à tous les ayants droit ou signifié par un commissaire de justice ou remis en main propre contre récépissé ou émargement. Ce délai court à compter du jour de la réception de la lettre recommandée, de la signification du commissaire de justice ou de la remise en main propre.

LE LOCATAIRE peut résilier le contrat à tout moment en respectant un préavis de trois mois. Toutefois, le délai de préavis est d'un mois : si le logement est situé en zone tendue ; en cas d'obtention d'un premier emploi, de mutation, de perte d'emploi ou de nouvel emploi consécutif à une perte d'emploi ; pour le locataire, dont l'état de santé, constaté par un certificat médical, justifie un changement de domicile ; pour les bénéficiaires du revenu de solidarité active ou de l'allocation adulte handicapé ; pour le locataire qui s'est vu attribuer un logement défini à l'art. L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation. Le locataire souhaitant bénéficier d'un délai réduit de préavis mentionné ci-dessus doit préciser le motif invoqué et le justifier au moment de l'envoi de la lettre de congé. À défaut, le délai de préavis applicable à ce congé est de trois mois. Pendant le délai de préavis, le locataire n'est redevable du loyer et des charges que pour le temps où il a occupé réellement les lieux si le congé a été notifié par le bailleur. Il est redevable du loyer et des charges concernant tout le délai de préavis si c'est lui qui a notifié le congé, sauf si le logement se trouve occupé avant la fin du préavis par un autre locataire en accord avec le bailleur.

LE BAILLEUR peut donner congé au locataire en respectant un préavis de six mois avant le terme du contrat. Le congé doit être justifié soit par sa décision de reprendre, à titre d'habitation principale, ou de vendre le logement (pour ces deux cas, une notice d'information relative aux obligations du bailleur et aux voies de recours et d'indemnisation du locataire doit être jointe à la notification du congé), soit par un motif légitime et sérieux, notamment, l'inexécution par le locataire de l'une des obligations lui incombant. À peine de nullité, le congé doit indiquer le motif allégué et, en cas de reprise, le nom et adresse du bénéficiaire qui doit être le bailleur, son conjoint, son partenaire lié par un PACS avant le congé, ou son concubin notoire depuis au moins un an, ses ascendants, ses descendants ou ceux de son conjoint, partenaire ou concubin notoire (art. 15 de la loi). Le congé pour vente doit, à peine de nullité, notifier le prix et les conditions de la vente projetée et reproduire les cinq premiers alinéas de l'art. 15 II de la loi n° 89-462 du 06/07/1989. Ce congé vaut offre de vente au profit du locataire, offre valable pendant les deux premiers mois du délai de préavis. Pour les contrats d'une durée inférieure à trois ans, le bailleur doit confirmer, deux mois au moins avant le terme du contrat, la réalisation de l'événement. Dans le même délai, le bailleur peut proposer le report du terme du contrat si la réalisation de l'événement est différée. Il ne pourra user de cette faculté qu'une seule fois. À l'expiration du délai de préavis, le locataire est déchu de tout titre d'occupation.

IV.- OBLIGATIONS DU BAILLEUR

Le bailleur est obligé : a) de remettre au locataire un logement décent ne laissant pas apparaître de risques manifestes pouvant porter atteinte à la sécurité physique ou à la santé, exempt de toute infestation d'espèces nuisibles et parasites, répondant à un critère de performance énergétique minimale et doté des éléments le rendant conforme à l'usage d'habitation ; b) de délivrer au locataire le logement en bon état d'usage et de réparation ainsi que les équipements mentionnés au contrat de location en bon état de fonctionnement ; c) de désigner les équipements d'accès aux technologies de l'information et de la communication ; d) d'assurer au locataire la jouissance paisible du logement et, sans préjudice des dispositions de l'article 1721 du Code civil, de le garantir des vices ou défauts de nature à y faire obstacle ; e) d'entretenir les locaux en état de servir à l'usage prévu par le contrat et d'y faire toutes les réparations, autres que locatives, nécessaires au maintien en état et à l'entretien normal des locaux loués ; f) de ne pas s'opposer aux aménagements réalisés par le locataire, dès lors que ceux-ci ne constituent pas une transformation de la chose louée. En cas de mutation des lieux loués, le nouveau bailleur est tenu de notifier au locataire son nom et son adresse ainsi que, le cas échéant, ceux de son mandataire. g) de transmettre gratuitement (par voie postale, numérique ou en main propre) une quittance au locataire qui en fait la demande.

V.- OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le locataire est obligé : a) de payer le loyer et les charges récupérables aux termes convenus ; le paiement mensuel est de droit lorsque la locataire en fait la demande ; b) d'user paisiblement des locaux loués suivant la destination qui leur a été donnée par le contrat de location et de respecter le règlement intérieur ou de copropriété ; de ne pas céder ou sous-louer le logement sans l'accord écrit du bailleur ; c) de répondre des dégradations et certes qui surviennent pendant la durée du contrat dans les locaux dont il a la jouissance exclusive, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu par cas de force majeure, par la faute du bailleur ou par le fait d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans le logement ; d) de prendre à sa charge l'entretien courant du logement, des équipements mentionnés au contrat et les menues réparations ainsi que l'ensemble des réparations locatives définies par décret en Conseil d'État, hormis celles occasionnées par vétusté, malfaçon, vice de construction, cas fortuit ou force majeure, d'entretenir le détecteur de fumée ; e) de laisser exécuter dans les lieux loués les travaux d'amélioration des parties communes ou des parties privatives du même immeuble, ainsi que les travaux nécessaires au maintien en état et à l'entretien normal des locaux loués, de travaux d'amélioration de la performance énergétique à réaliser dans ces locaux et de travaux visant à rendre le logement décent, définis par le décret n° 2002-120 ; les dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'article 1724 du Code civil sont applicables à ces travaux sous réserve du respect de la loi n° 67-561 du 12/07/1967 relative à l'amélioration de l'habitat. Avant le début des travaux, le locataire doit être informé par le bailleur de leur nature et des modalités de leur exécution par une notification de travaux qui lui est remise en main propre ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Aucun travail ne peut être réalisé les samedis, dimanches et jours fériés sans l'accord exprès du locataire ; f) de ne pas transformer les locaux et équipements loués sans l'accord écrit du propriétaire ; à défaut de cet accord, ce dernier peut exiger du locataire, à son départ des lieux, leur remise en l'état ou conserver à son bénéfice les transformations effectuées sans que le locataire puisse réclamer une indemnisation des frais engagés ; le bailleur a toutefois la faculté d'exiger, aux frais du locataire, la remise immédiate des lieux en l'état lorsque les transformations mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité du local ; g) de s'assurer contre les risques dont il doit répondre en sa qualité de locataire, d'an justifier lors de la remise des clés et à tout moment, à la demande du bailleur et de l'informer de tout sinistre. La justification de cette assurance résulte de la remise au bailleur d'une attestation de l'assureur ou de son représentant ; h) de laisser visiter les lieux loués tous les jours ouvrables, en vue de la vente ou de la location, entre 17 heures et 19 heures ; i) Le locataire ne peut prendre l'initiative de procéder aux réparations incombant au bailleur sans son accord express.

Reproduction Interdite

A2

FS

VI. LOYER - PRISE D'EFFET - RÉVISION

Le montant initial du loyer* et la prise d'effet de la location sont indiqués dans les conditions particulières. Le loyer sera révisé automatiquement chaque année, à la date anniversaire de la prise d'effet du contrat, par l'application de la variation annuelle de l'indice de référence des loyers et confirmé par l'envoi d'une lettre RAR du bailleur. À défaut de manifester sa volonté d'appliquer la révision du loyer dans un délai d'un an suivant sa date de prise d'effet, le bailleur est réputé avoir renoncé au bénéfice de cette clause pour l'année écoulée.

VII. CHARGES

Le locataire est tenu de payer, en sus de son loyer, les charges récupérables telles que définies par l'article 23 de la loi du 6 juillet 1989. La liste de ces charges est fixée par décret en Conseil d'État. Les charges locatives peuvent donner lieu au versement de provisions et doivent, en ce cas, faire l'objet d'une régularisation annuelle. Les demandes de provisions sont justifiées par la communication de résultats antérieurs arrêtés lors de la précédente régularisation et, lorsque l'immeuble est soumis au statut de la copropriété ou lorsque le bailleur est une "personne morale", par le budget prévisionnel. Un mois avant cette régularisation, le bailleur communique au locataire : le décompte par nature de charges, le mode de répartition entre les locataires dans les immeubles collectifs et une note d'information sur les modalités de calcul des charges de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire collectifs. Durant 6 mois à compter de l'envoi de ce décompte, les pièces justificatives sont tenues à la disposition des locataires. Si la régularisation n'a pas été effectuée dans l'année suivant leur exigibilité, le locataire peut exiger un paiement échelonné sur 12 mois. Le bailleur doit transmettre au locataire qui le lui demande le récapitulatif des charges.

VIII. DÉPÔT DE GARANTIE

Lorsqu'un dépôt de garantie est prévu par le contrat de location pour garantir l'exécution de ses obligations locatives par le locataire, il ne peut être supérieur à un mois de loyer en principal. Un dépôt de garantie ne peut être prévu lorsque le loyer est payable d'avance pour une période supérieure à deux mois. Le délai de restitution de la garantie, après la restitution des clés par le locataire, est d'un mois si l'état des lieux de sortie est conforme à l'état des lieux d'entrée, et de deux mois, si l'état des lieux de sortie révèle des différences avec l'état des lieux d'entrée, déduction faite, le cas échéant, des sommes restant dues au bailleur et des sommes dont celui-ci pourrait être tenu, au lieu et place du locataire, sous réserve qu'elles soient dûment justifiées. Le montant de ce dépôt de garantie ne porte pas intérêt au bénéfice du locataire. Il ne doit faire l'objet d'aucune révision durant l'exécution du contrat de location, éventuellement renouvelé. À défaut de restitution dans le délai prévu, le solde du dépôt de garantie restant dû au locataire après arrêté des comptes est majoré d'une somme égale à 10 % du loyer mensuel en principal, pour chaque période mensuelle commencée en retard. Cette majoration n'est pas due lorsque l'origine du défaut de restitution dans les délais résulte de l'absence de transmission par le locataire de l'adresse de son nouveau domicile. Ce dépôt ne pourra, en aucun cas, être affecté par le locataire au paiement du dernier mois de loyer.

IX. TRAVAUX ÉVENTUELS MODIFIANT LE LOYER

Les parties peuvent convenir, par une clause expresse, de travaux que le locataire exécutera ou fera exécuter dans les locaux loués, et des modalités de leur imputation sur le loyer. La clause prévoit la durée de cette imputation et, en cas de départ anticipé du locataire, les modalités de dédommagement sur justification des dépenses effectuées. Lorsque les parties sont convenues, par une clause expresse, de travaux d'amélioration du logement à ce contrat fixe la majoration du loyer consécutive à la réalisation de ces travaux. Cette majoration ne peut permettre une diminution de loyer.

X. ÉTAT DES LIEUX

Un état des lieux, établi gratuitement et contradictoirement par les parties lors de la remise et de la restitution des clés ou, à défaut, par un commissaire de justice, à l'initiative de la partie la plus diligente et à frais partagés par moitié, est joint au contrat. Lorsque l'état des lieux doit être établi par un commissaire de justice, les parties en sont avisées par lui au moins sept jours à l'avance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. À défaut d'état des lieux, la présomption établie par l'article 1731 du Code civil ne peut être invoquée par celle des parties qui a fait obstacle à l'établissement de l'état des lieux. Le locataire peut demander au bailleur ou à son représentant de compléter l'état des lieux d'entrée dans les dix jours à compter de son établissement et, pour les éléments de chauffage, le premier mois de la période de chauffe. Les parties peuvent convenir de l'application d'une grille de vétusté choisie parmi celles ayant fait l'objet d'un accord collectif de location.

XI. CLAUSE RÉSOLUTOIRE

À défaut de paiement de tout ou partie d'un seul terme de loyer, des charges justifiées ou du dépôt de garantie et six semaines après un commandement de payer demeuré infructueux, le contrat sera résilié immédiatement et de plein droit. Ce délai est réduit à un mois pour défaut d'assurance contre les risques locatifs ou à défaut de respect de l'obligation d'usage paisiblement des locaux loués, résultant de troubles de voisinage constatés par une décision de justice passée en force de chose jugée. Le commandement de payer doit être délivré par l'intermédiaire d'un commissaire de justice. Si le locataire refuse de quitter les lieux, il pourra y être contraint par ordonnance de référé.

XII. SOLIDARITÉ - ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de toutes les obligations résultant du présent contrat, il y aura solidarité et indivisibilité : entre les parties ci-dessus désignées sous le nom de "le locataire" : entre les habitants ou représentants du locataire venant à décéder (sous réserve de l'article 802 du Code civil) et entre toutes les personnes pouvant se prévaloir de la transmission du contrat en vertu de l'article 14 de la loi du 06/07/1989. Les parties signataires font élection de domicile : le bailleur en sa demeure et le locataire dans les lieux loués.

* MONTANT INITIAL DU LOYER (cochez une des options ci-dessous) :

☒ loyer soumis au décret fixant annuellement le montant maximum d'évolution des loyers à la relocation

☐ logement soumis au loyer de référence majoré fixé par arrêté

montant du loyer de référence : 7,55 €/m² - montant du loyer de référence majoré : _____ €/m²

☐ complément de loyer = loyer de référence majoré + complément de loyer (à justifier) : 60 chng

☐ logement situé en dehors d'une zone tendue

A2

ES

Reproduction interdite

CONDITIONS PARTICULIÈRES

DURÉE INITIALE DU CONTRAT DE LOCATION <i>Conditions générales - chapitre I</i>	LE BAILLEUR EST "UNE PERSONNE PHYSIQUE" <input checked="" type="checkbox"/> 3 ANS (3 ANS minimum) <input type="checkbox"/> AN(S) (moins de 3 ANS mais 12 mois minimum)	
	Durée limitée pour les raisons professionnelles ou familiales du bailleur ci-après (article 10 de la loi) :	
	LE BAILLEUR EST "UNE PERSONNE MORALE" <input type="checkbox"/> ANS (6 ANS minimum)	
DATE DE PRISE D'EFFET	Le locataire est responsable du paiement des loyers et de toutes les sommes dues pour l'occupation des lieux loués par lui-même ou par tous les occupants de son chef.	
PAIEMENT MENSUEL	Somme en chiffres loyer initial hors taxes 740,00 € charge 60,00 € charges (provision initiale) 800,00 € TOTAL MENSUEL 800,00 €	Somme en lettres sept cent quarante euros six cents euros huit cent euros
DERNIER LOYER <i>conforme au locataire précédent</i>	Date :	Montant : (mention inutile si le précédent locataire a quitté les lieux depuis au moins dix huit mois)
TERMES DU PAIEMENT	Le TOTAL MENSUEL est payable d'avance au domicile du bailleur le de chaque mois.	
REVISION DU LOYER <i>Conditions générales - chapitre VI</i>	Valeur de l'indice de référence des loyers publié au trimestre Date de la révision annuelle	
DÉPÔT DE GARANTIE (maximum : 1 mois de loyer)	Somme en chiffres 740,00 €	Somme en lettres sept cent quarante euros
éventuellement TRAVAUX ENTRAÎNANT MODIFICATION DE LOYER	Nature et montant des travaux exécutés par le bailleur depuis le dernier bail ou son renouvellement :	

Les parties reconnaissent avoir reçu :

- ☐ cautionnement (le cas échéant) ☐ état des lieux contradictoire ☐ une grille de vétusté établie selon un accord collectif de location
☐ extrait du règlement de copropriété (transmis par voie numérique ☐ oui ☒ non) ☐ extrait du règlement de l'immeuble
☐ une notice d'information relative aux droits et obligations des locataires et des bailleurs ☐ quote part des charges
OBLIGATIONS DU BAILLEUR - Le bailleur joint au présent contrat un dossier de diagnostic technique ou le transmet par voie numérique à son locataire comprenant :
 - Un diagnostic de performance énergétique (DPE) établi depuis moins de 10 ans
 - Un constat de risque d'exposition au plomb (CREP) des immeubles construits avant le 1^{er} janvier 1949
 - Un état des risques naturels et technologiques pour tous les biens immobiliers sis dans les zones couvertes par un plan de prévention de risques prévisibles techniques ou sismiques. (Etat disponible dans les Préfectures ou les Mairies ou sur Internet : www.prm.net)
 - Une déclaration sur papier libre sur les sinistres ayant fait l'objet d'une indemnisation consécutive à une catastrophe reconnue comme telle.
 - Un état de l'installation intérieure de l'électricité et de gaz, dont l'objet est d'évaluer les risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes
 - Un dossier amiante des parties privatives (DAPP) pour les appartements dans les immeubles construits avant le 1^{er} septembre 1997.

RAYÉS NULS
 Fait à Bune l'Eclat le 10/03/2019
 en 2 originaux dont un original est remis à chacune des parties qui le reconnaît.

LE BAILLEUR OU SON MANDATAIRE (1)

LE(S) LOCATAIRE(S) (1)

CAUTIONNEMENT (2)

Lu et approuvé
 A2

Lu et approuvé
 FS

(1) Toutes les pages doivent être paraphées et la signature précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé". Joindre une copie de la carte nationale d'identité ou du livret de famille du LOCATAIRE.

(2) Pour être valable, le contrat de cautionnement (complété et signé par toutes les parties) doit être joint au contrat de location. Un exemplaire du bail doit être remis à la CAUTION.

En vert chez vous : 01 47 00 00 00 - 111 CONTRAT DE LOCATION - 112 ETAT DES LIEUX - 113 NOTICE D'INFORMATION - 114 CAUTIONNEMENT - 115 MODIFICATION - 116 ANNEXES - 117 ANNEXES - 118 ANNEXES - 119 ANNEXES - 120 ANNEXES - 121 ANNEXES - 122 ANNEXES - 123 ANNEXES - 124 ANNEXES - 125 ANNEXES - 126 ANNEXES - 127 ANNEXES - 128 ANNEXES - 129 ANNEXES - 130 ANNEXES - 131 ANNEXES - 132 ANNEXES - 133 ANNEXES - 134 ANNEXES - 135 ANNEXES - 136 ANNEXES - 137 ANNEXES - 138 ANNEXES - 139 ANNEXES - 140 ANNEXES - 141 ANNEXES - 142 ANNEXES - 143 ANNEXES - 144 ANNEXES - 145 ANNEXES - 146 ANNEXES - 147 ANNEXES - 148 ANNEXES - 149 ANNEXES - 150 ANNEXES - 151 ANNEXES - 152 ANNEXES - 153 ANNEXES - 154 ANNEXES - 155 ANNEXES - 156 ANNEXES - 157 ANNEXES - 158 ANNEXES - 159 ANNEXES - 160 ANNEXES - 161 ANNEXES - 162 ANNEXES - 163 ANNEXES - 164 ANNEXES - 165 ANNEXES - 166 ANNEXES - 167 ANNEXES - 168 ANNEXES - 169 ANNEXES - 170 ANNEXES - 171 ANNEXES - 172 ANNEXES - 173 ANNEXES - 174 ANNEXES - 175 ANNEXES - 176 ANNEXES - 177 ANNEXES - 178 ANNEXES - 179 ANNEXES - 180 ANNEXES - 181 ANNEXES - 182 ANNEXES - 183 ANNEXES - 184 ANNEXES - 185 ANNEXES - 186 ANNEXES - 187 ANNEXES - 188 ANNEXES - 189 ANNEXES - 190 ANNEXES - 191 ANNEXES - 192 ANNEXES - 193 ANNEXES - 194 ANNEXES - 195 ANNEXES - 196 ANNEXES - 197 ANNEXES - 198 ANNEXES - 199 ANNEXES - 200 ANNEXES - 201 ANNEXES - 202 ANNEXES - 203 ANNEXES - 204 ANNEXES - 205 ANNEXES - 206 ANNEXES - 207 ANNEXES - 208 ANNEXES - 209 ANNEXES - 210 ANNEXES - 211 ANNEXES - 212 ANNEXES - 213 ANNEXES - 214 ANNEXES - 215 ANNEXES - 216 ANNEXES - 217 ANNEXES - 218 ANNEXES - 219 ANNEXES - 220 ANNEXES - 221 ANNEXES - 222 ANNEXES - 223 ANNEXES - 224 ANNEXES - 225 ANNEXES - 226 ANNEXES - 227 ANNEXES - 228 ANNEXES - 229 ANNEXES - 230 ANNEXES - 231 ANNEXES - 232 ANNEXES - 233 ANNEXES - 234 ANNEXES - 235 ANNEXES - 236 ANNEXES - 237 ANNEXES - 238 ANNEXES - 239 ANNEXES - 240 ANNEXES - 241 ANNEXES - 242 ANNEXES - 243 ANNEXES - 244 ANNEXES - 245 ANNEXES - 246 ANNEXES - 247 ANNEXES - 248 ANNEXES - 249 ANNEXES - 250 ANNEXES - 251 ANNEXES - 252 ANNEXES - 253 ANNEXES - 254 ANNEXES - 255 ANNEXES - 256 ANNEXES - 257 ANNEXES - 258 ANNEXES - 259 ANNEXES - 260 ANNEXES - 261 ANNEXES - 262 ANNEXES - 263 ANNEXES - 264 ANNEXES - 265 ANNEXES - 266 ANNEXES - 267 ANNEXES - 268 ANNEXES - 269 ANNEXES - 270 ANNEXES - 271 ANNEXES - 272 ANNEXES - 273 ANNEXES - 274 ANNEXES - 275 ANNEXES - 276 ANNEXES - 277 ANNEXES - 278 ANNEXES - 279 ANNEXES - 280 ANNEXES - 281 ANNEXES - 282 ANNEXES - 283 ANNEXES - 284 ANNEXES - 285 ANNEXES - 286 ANNEXES - 287 ANNEXES - 288 ANNEXES - 289 ANNEXES - 290 ANNEXES - 291 ANNEXES - 292 ANNEXES - 293 ANNEXES - 294 ANNEXES - 295 ANNEXES - 296 ANNEXES - 297 ANNEXES - 298 ANNEXES - 299 ANNEXES - 300 ANNEXES - 301 ANNEXES - 302 ANNEXES - 303 ANNEXES - 304 ANNEXES - 305 ANNEXES - 306 ANNEXES - 307 ANNEXES - 308 ANNEXES - 309 ANNEXES - 310 ANNEXES - 311 ANNEXES - 312 ANNEXES - 313 ANNEXES - 314 ANNEXES - 315 ANNEXES - 316 ANNEXES - 317 ANNEXES - 318 ANNEXES - 319 ANNEXES - 320 ANNEXES - 321 ANNEXES - 322 ANNEXES - 323 ANNEXES - 324 ANNEXES - 325 ANNEXES - 326 ANNEXES - 327 ANNEXES - 328 ANNEXES - 329 ANNEXES - 330 ANNEXES - 331 ANNEXES - 332 ANNEXES - 333 ANNEXES - 334 ANNEXES - 335 ANNEXES - 336 ANNEXES - 337 ANNEXES - 338 ANNEXES - 339 ANNEXES - 340 ANNEXES - 341 ANNEXES - 342 ANNEXES - 343 ANNEXES - 344 ANNEXES - 345 ANNEXES - 346 ANNEXES - 347 ANNEXES - 348 ANNEXES - 349 ANNEXES - 350 ANNEXES - 351 ANNEXES - 352 ANNEXES - 353 ANNEXES - 354 ANNEXES - 355 ANNEXES - 356 ANNEXES - 357 ANNEXES - 358 ANNEXES - 359 ANNEXES - 360 ANNEXES - 361 ANNEXES - 362 ANNEXES - 363 ANNEXES - 364 ANNEXES - 365 ANNEXES - 366 ANNEXES - 367 ANNEXES - 368 ANNEXES - 369 ANNEXES - 370 ANNEXES - 371 ANNEXES - 372 ANNEXES - 373 ANNEXES - 374 ANNEXES - 375 ANNEXES - 376 ANNEXES - 377 ANNEXES - 378 ANNEXES - 379 ANNEXES - 380 ANNEXES - 381 ANNEXES - 382 ANNEXES - 383 ANNEXES - 384 ANNEXES - 385 ANNEXES - 386 ANNEXES - 387 ANNEXES - 388 ANNEXES - 389 ANNEXES - 390 ANNEXES - 391 ANNEXES - 392 ANNEXES - 393 ANNEXES - 394 ANNEXES - 395 ANNEXES - 396 ANNEXES - 397 ANNEXES - 398 ANNEXES - 399 ANNEXES - 400 ANNEXES - 401 ANNEXES - 402 ANNEXES - 403 ANNEXES - 404 ANNEXES - 405 ANNEXES - 406 ANNEXES - 407 ANNEXES - 408 ANNEXES - 409 ANNEXES - 410 ANNEXES - 411 ANNEXES - 412 ANNEXES - 413 ANNEXES - 414 ANNEXES - 415 ANNEXES - 416 ANNEXES - 417 ANNEXES - 418 ANNEXES - 419 ANNEXES - 420 ANNEXES - 421 ANNEXES - 422 ANNEXES - 423 ANNEXES - 424 ANNEXES - 425 ANNEXES - 426 ANNEXES - 427 ANNEXES - 428 ANNEXES - 429 ANNEXES - 430 ANNEXES - 431 ANNEXES - 432 ANNEXES - 433 ANNEXES - 434 ANNEXES - 435 ANNEXES - 436 ANNEXES - 437 ANNEXES - 438 ANNEXES - 439 ANNEXES - 440 ANNEXES - 441 ANNEXES - 442 ANNEXES - 443 ANNEXES - 444 ANNEXES - 445 ANNEXES - 446 ANNEXES - 447 ANNEXES - 448 ANNEXES - 449 ANNEXES - 450 ANNEXES - 451 ANNEXES - 452 ANNEXES - 453 ANNEXES - 454 ANNEXES - 455 ANNEXES - 456 ANNEXES - 457 ANNEXES - 458 ANNEXES - 459 ANNEXES - 460 ANNEXES - 461 ANNEXES - 462 ANNEXES - 463 ANNEXES - 464 ANNEXES - 465 ANNEXES - 466 ANNEXES - 467 ANNEXES - 468 ANNEXES - 469 ANNEXES - 470 ANNEXES - 471 ANNEXES - 472 ANNEXES - 473 ANNEXES - 474 ANNEXES - 475 ANNEXES - 476 ANNEXES - 477 ANNEXES - 478 ANNEXES - 479 ANNEXES - 480 ANNEXES - 481 ANNEXES - 482 ANNEXES - 483 ANNEXES - 484 ANNEXES - 485 ANNEXES - 486 ANNEXES - 487 ANNEXES - 488 ANNEXES - 489 ANNEXES - 490 ANNEXES - 491 ANNEXES - 492 ANNEXES - 493 ANNEXES - 494 ANNEXES - 495 ANNEXES - 496 ANNEXES - 497 ANNEXES - 498 ANNEXES - 499 ANNEXES - 500 ANNEXES - 501 ANNEXES - 502 ANNEXES - 503 ANNEXES - 504 ANNEXES - 505 ANNEXES - 506 ANNEXES - 507 ANNEXES - 508 ANNEXES - 509 ANNEXES - 510 ANNEXES - 511 ANNEXES - 512 ANNEXES - 513 ANNEXES - 514 ANNEXES - 515 ANNEXES - 516 ANNEXES - 517 ANNEXES - 518 ANNEXES - 519 ANNEXES - 520 ANNEXES - 521 ANNEXES - 522 ANNEXES - 523 ANNEXES - 524 ANNEXES - 525 ANNEXES - 526 ANNEXES - 527 ANNEXES - 528 ANNEXES - 529 ANNEXES - 530 ANNEXES - 531 ANNEXES - 532 ANNEXES - 533 ANNEXES - 534 ANNEXES - 535 ANNEXES - 536 ANNEXES - 537 ANNEXES - 538 ANNEXES - 539 ANNEXES - 540 ANNEXES - 541 ANNEXES - 542 ANNEXES - 543 ANNEXES - 544 ANNEXES - 545 ANNEXES - 546 ANNEXES - 547 ANNEXES - 548 ANNEXES - 549 ANNEXES - 550 ANNEXES - 551 ANNEXES - 552 ANNEXES - 553 ANNEXES - 554 ANNEXES - 555 ANNEXES - 556 ANNEXES - 557 ANNEXES - 558 ANNEXES - 559 ANNEXES - 560 ANNEXES - 561 ANNEXES - 562 ANNEXES - 563 ANNEXES - 564 ANNEXES - 565 ANNEXES - 566 ANNEXES - 567 ANNEXES - 568 ANNEXES - 569 ANNEXES - 570 ANNEXES - 571 ANNEXES - 572 ANNEXES - 573 ANNEXES - 574 ANNEXES - 575 ANNEXES - 576 ANNEXES - 577 ANNEXES - 578 ANNEXES - 579 ANNEXES - 580 ANNEXES - 581 ANNEXES - 582 ANNEXES - 583 ANNEXES - 584 ANNEXES - 585 ANNEXES - 586 ANNEXES - 587 ANNEXES - 588 ANNEXES - 589 ANNEXES - 590 ANNEXES - 591 ANNEXES - 592 ANNEXES - 593 ANNEXES - 594 ANNEXES - 595 ANNEXES - 596 ANNEXES - 597 ANNEXES - 598 ANNEXES - 599 ANNEXES - 600 ANNEXES - 601 ANNEXES - 602 ANNEXES - 603 ANNEXES - 604 ANNEXES - 605 ANNEXES - 606 ANNEXES - 607 ANNEXES - 608 ANNEXES - 609 ANNEXES - 610 ANNEXES - 611 ANNEXES - 612 ANNEXES - 613 ANNEXES - 614 ANNEXES - 615 ANNEXES - 616 ANNEXES - 617 ANNEXES - 618 ANNEXES - 619 ANNEXES - 620 ANNEXES - 621 ANNEXES - 622 ANNEXES - 623 ANNEXES - 624 ANNEXES - 625 ANNEXES - 626 ANNEXES - 627 ANNEXES - 628 ANNEXES - 629 ANNEXES - 630 ANNEXES - 631 ANNEXES - 632 ANNEXES - 633 ANNEXES - 634 ANNEXES - 635 ANNEXES - 636 ANNEXES - 637 ANNEXES - 638 ANNEXES - 639 ANNEXES - 640 ANNEXES - 641 ANNEXES - 642 ANNEXES - 643 ANNEXES - 644 ANNEXES - 645 ANNEXES - 646 ANNEXES - 647 ANNEXES - 648 ANNEXES - 649 ANNEXES - 650 ANNEXES - 651 ANNEXES - 652 ANNEXES - 653 ANNEXES - 654 ANNEXES - 655 ANNEXES - 656 ANNEXES - 657 ANNEXES - 658 ANNEXES - 659 ANNEXES - 660 ANNEXES - 661 ANNEXES - 662 ANNEXES - 663 ANNEXES - 664 ANNEXES - 665 ANNEXES - 666 ANNEXES - 667 ANNEXES - 668 ANNEXES - 669 ANNEXES - 670 ANNEXES - 671 ANNEXES - 672 ANNEXES - 673 ANNEXES - 674 ANNEXES - 675 ANNEXES - 676 ANNEXES - 677 ANNEXES - 678 ANNEXES - 679 ANNEXES - 680 ANNEXES - 681 ANNEXES - 682 ANNEXES - 683 ANNEXES - 684 ANNEXES - 685 ANNEXES - 686 ANNEXES - 687 ANNEXES - 688 ANNEXES - 689 ANNEXES - 690 ANNEXES - 691 ANNEXES - 692 ANNEXES - 693 ANNEXES - 694 ANNEXES - 695 ANNEXES - 696 ANNEXES - 697 ANNEXES - 698 ANNEXES - 699 ANNEXES - 700 ANNEXES - 701 ANNEXES - 702 ANNEXES - 703 ANNEXES - 704 ANNEXES - 705 ANNEXES - 706 ANNEXES - 707 ANNEXES - 708 ANNEXES - 709 ANNEXES - 710 ANNEXES - 711 ANNEXES - 712 ANNEXES - 713 ANNEXES - 714 ANNEXES - 715 ANNEXES - 716 ANNEXES - 717 ANNEXES - 718 ANNEXES - 719 ANNEXES - 720 ANNEXES - 721 ANNEXES - 722 ANNEXES - 723 ANNEXES - 724 ANNEXES - 725 ANNEXES - 726 ANNEXES - 727 ANNEXES - 728 ANNEXES - 729 ANNEXES - 730 ANNEXES - 731 ANNEXES - 732 ANNEXES - 733 ANNEXES - 734 ANNEXES - 735 ANNEXES - 736 ANNEXES - 737 ANNEXES - 738 ANNEXES - 739 ANNEXES - 740 ANNEXES - 741 ANNEXES - 742 ANNEXES - 743 ANNEXES - 744 ANNEXES - 745 ANNEXES - 746 ANNEXES - 747 ANNEXES - 748 ANNEXES - 749 ANNEXES - 750 ANNEXES - 751 ANNEXES - 752 ANNEXES - 753 ANNEXES - 754 ANNEXES - 755 ANNEXES - 756 ANNEXES - 757 ANNEXES - 758 ANNEXES - 759 ANNEXES - 760 ANNEXES - 761 ANNEXES - 762 ANNEXES - 763 ANNEXES - 764 ANNEXES - 765 ANNEXES - 766 ANNEXES - 767 ANNEXES - 768 ANNEXES - 769 ANNEXES - 770 ANNEXES - 771 ANNEXES - 772 ANNEXES - 773 ANNEXES - 774 ANNEXES - 775 ANNEXES - 776 ANNEXES - 777 ANNEXES - 778 ANNEXES - 779 ANNEXES - 780 ANNEXES - 781 ANNEXES - 782 ANNEXES - 783 ANNEXES - 784 ANNEXES - 785 ANNEXES - 786 ANNEXES - 787 ANNEXES - 788 ANNEXES - 789 ANNEXES - 790 ANNEXES - 791 ANNEXES - 792 ANNEXES - 793 ANNEXES - 794 ANNEXES - 795 ANNEXES - 796 ANNEXES - 797 ANNEXES - 798 ANNEXES - 799 ANNEXES - 800 ANNEXES - 801 ANNEXES - 802 ANNEXES - 803 ANNEXES - 804 ANNEXES - 805 ANNEXES - 806 ANNEXES - 807 ANNEXES - 808 ANNEXES - 809 ANNEXES - 810 ANNEXES - 811 ANNEXES - 812 ANNEXES - 813 ANNEXES - 814 ANNEXES - 815 ANNEXES - 816 ANNEXES - 817 ANNEXES - 818 ANNEXES - 819 ANNEXES - 820 ANNEXES - 821 ANNEXES - 822 ANNEXES - 823 ANNEXES - 824 ANNEXES - 825 ANNEXES - 826 ANNEXES - 827 ANNEXES - 828 ANNEXES - 829 ANNEXES - 830 ANNEXES - 831 ANNEXES - 832 ANNEXES - 833 ANNEXES - 834 ANNEXES - 835 ANNEXES - 836 ANNEXES - 837 ANNEXES - 838 ANNEXES - 839 ANNEXES - 840 ANNEXES - 841 ANNEXES - 842 ANNEXES - 843 ANNEXES - 844 ANNEXES - 845 ANNEXES - 846 ANNEXES - 847 ANNEXES - 848 ANNEXES - 849 ANNEXES - 850 ANNEXES - 851 ANNEXES - 852 ANNEXES - 853 ANNEXES - 854 ANNEXES - 855 ANNEXES - 856 ANNEXES - 857 ANNEXES - 858 ANNEXES - 859 ANNEXES - 860 ANNEXES - 861 ANNEXES - 862 ANNEXES - 863 ANNEXES - 864 ANNEXES - 865 ANNEXES - 866 ANNEXES - 867 ANNEXES - 868 ANNEXES - 869 ANNEXES - 870 ANNEXES - 871 ANNEXES - 872 ANNEXES - 873 ANNEXES - 874 ANNEXES - 875 ANNEXES - 876 ANNEXES - 877 ANNEXES - 878 ANNEXES - 879 ANNEXES - 880 ANNEXES - 881 ANNEXES - 882 ANNEXES - 883 ANNEXES - 884 ANNEXES - 885 ANNEXES - 886 ANNEXES - 887 ANNEXES - 888 ANNEXES - 889 ANNEXES - 890 ANNEXES - 891 ANNEXES - 892 ANNEXES - 893 ANNEXES - 894 ANNEXES - 895 ANNEXES - 896 ANNEXES - 897 ANNEXES - 898 ANNEXES - 899 ANNEXES - 900 ANNEXES - 901 ANNEXES - 902 ANNEXES - 903 ANNEXES - 904 ANNEXES - 905 ANNEXES - 906 ANNEXES - 907 ANNEXES - 908 ANNEXES - 909 ANNEXES - 910 ANNEXES - 911 ANNEXES - 912 ANNEXES - 913 ANNEXES - 914 ANNEXES - 915 ANNEXES - 916 ANNEXES - 917 ANNEXES - 918 ANNEXES - 919 ANNEXES - 920 ANNEXES - 921 ANNEXES - 922 ANNEXES - 923 ANNEXES - 924 ANNEXES - 925 ANNEXES - 926 ANNEXES - 927 ANNEXES - 928 ANNEXES - 929 ANNEXES - 930 ANNEXES - 931 ANNEXES - 932 ANNEXES - 933 ANNEXES - 934 ANNEXES - 935 ANNEXES - 936 ANNEXES - 937 ANNEXES - 938 ANNEXES - 939 ANNEXES - 940 ANNEXES - 941 ANNEXES - 942 ANNEXES - 943 ANNEXES - 944 ANNEXES - 945 ANNEXES - 946 ANNEXES - 947 ANNEXES - 948 ANNEXES - 949 ANNEXES - 950 ANNEXES - 951 ANNEXES - 952 ANNEXES - 953 ANNEXES - 954 ANNEXES - 955 ANNEXES - 956 ANNEXES - 957 ANNEXES - 958 ANNEXES - 959 ANNEXES - 960 ANNEXES - 961 ANNEXES - 962 ANNEXES - 963 ANNEXES - 964 ANNEXES - 965 ANNEXES - 966 ANNEXES - 967 ANNEXES - 968 ANNEXES - 969 ANNEXES - 970 ANNEXES - 971 ANNEXES - 972 ANNEXES - 973 ANNEXES - 974 ANNEXES - 975 ANNEXES - 976 ANNEXES - 977 ANNEXES - 978 ANNEXES - 979 ANNEXES - 980 ANNEXES - 981 ANNEXES - 982 ANNEXES - 983 ANNEXES - 984 ANNEXES - 985 ANNEXES - 986 ANNEXES - 987 ANNEXES - 988 ANNEXES - 989 ANNEXES - 990 ANNEXES - 991 ANNEXES - 992 ANNEXES - 993 ANNEXES - 994 ANNEXES - 995 ANNEXES - 996 ANNEXES - 997 ANNEXES - 998 ANNEXES - 999 ANNEXES - 1000 ANNEXES - 1001 ANNEXES - 1002 ANNEXES - 1003 ANNEXES - 1004 ANNEXES - 1005 ANNEXES - 1006 ANNEXES - 1007 ANNEXES - 1008 ANNEXES - 1009 ANNEXES - 1010 ANNEXES - 1011 ANNEXES - 1012 ANNEXES - 1013 ANNEXES - 1014 ANNEXES - 1015 ANNEXES - 1016 ANNEXES - 1017 ANNEXES - 1018 ANNEXES - 1019 ANNEXES - 1020 ANNEXES - 1021 ANNEXES - 1022 ANNEXES - 1023 ANNEXES - 1024 ANNEXES - 1025 ANNEXES - 1026 ANNEXES - 1027 ANNEXES - 1028 ANNEXES - 1029 ANNEXES - 1030 ANNEXES - 1031 ANNEXES - 1032 ANNEXES - 1033 ANNEXES - 1034 ANNEXES - 1035 ANNEXES - 1036 ANNEXES - 1037 ANNEXES - 1038 ANNEXES - 1039 ANNEXES - 1040 ANNEXES - 1041 ANNEXES - 1042 ANNEXES - 1043 ANNEXES - 1044 ANNEXES - 1045 ANNEXES - 1046 ANNEXES - 1047 ANNEXES - 1048 ANNEXES - 1049 ANNEXES - 1050 ANNEXES - 1051 ANNEXES - 1052 ANNEXES - 1053 ANNEXES - 1054 ANNEXES - 1055 ANNEXES - 1056 ANNEXES - 1057 ANNEXES - 1058 ANNEXES - 1059 ANNEXES - 1060 ANNEXES - 1061 ANNEXES - 1062 ANNEXES - 1063 ANNEXES - 1064 ANNEXES - 1065 ANNEXES - 1066 ANNEXES - 1067 ANNEXES - 1068 ANNEXES - 1069 ANNEXES - 1070 ANNEXES - 1071 ANNEXES - 1072 ANNEXES - 1073 ANNEXES - 1074 ANNEXES - 1075 ANNEXES - 1076 ANNEXES - 1077 ANNEXES - 1078 ANNEXES - 1079 ANNEXES - 1080 ANNEXES - 1081 ANNEXES - 1082 ANNEXES - 1083 ANNEXES - 1084 ANNEXES - 1085 ANNEXES - 1086 ANNEXES - 1087 ANNEXES - 1088 ANNEXES - 1089 ANNEXES - 1090 ANNEXES - 1091 ANNEXES - 1092 ANNEXES - 1093 ANNEXES - 1094 ANNEXES - 1095 ANNEXES - 1096 ANNEXES - 1097 ANNEXES - 1098 ANNEXES - 1099 ANNEXES - 1100 ANNEXES - 1101 ANNEXES - 1102 ANNEXES - 1103 ANNEXES - 1104 ANNEXES - 1105 ANNEXES - 1106 ANNEXES - 1107 ANNEXES - 1108 ANNEXES - 1109 ANNEXES - 1110 ANNEXES - 1111 ANNEXES - 1112 ANNEXES - 1113 ANNEXES - 1114 ANNEXES - 1115 ANNEXES - 1116 ANNEXES - 1117 ANNEXES - 1118 ANNEXES - 1119 ANNEXES - 1120 ANNEXES - 1121 ANNEXES - 1122 ANNEXES - 1123 ANNEXES - 1124 ANNEXES - 1125 ANNEXES - 1126 ANNEXES - 1127 ANNEXES - 1128 ANNEXES - 1129 ANNEXES - 1130 ANNEXES - 1131 ANNEXES - 1132 ANNEXES - 1133 ANNEXES - 1134 ANNEXES - 1135 ANNEXES - 1136 ANNEXES - 1137 ANNEXES - 1138 ANNEXES - 1139 ANNEXES - 1140 ANNEXES - 1141 ANNEXES - 1142 ANNEXES - 1143 ANNEXES - 1144 ANNEXES - 1145 ANNEXES - 1146 ANNEXES - 1147 ANNEXES - 1148 ANNEXES - 1149 ANNEXES - 1150 ANNEXES - 1151 ANNEXES - 1152 ANNEXES - 1153 ANNEXES - 1154 ANNEXES - 1155 ANNEXES - 1156 ANNEXES - 1157 ANNEXES - 1158 ANNEXES - 1159 ANNEXES - 1160 ANNEXES - 1161 ANNEXES - 1162 ANNEXES - 1163 ANNEXES - 1164 ANNEXES - 1165 ANNEXES - 1166 ANNEXES - 1167 ANNEXES - 1168 ANNEXES - 1169 ANNEXES - 1170 ANNEXES - 1171 ANNEXES - 1172 ANNEXES - 1173 ANNEXES - 1174 ANNEXES - 1175 ANNEXES - 1176 ANNEXES - 1177 ANNEXES - 1178 ANNEXES - 1179 ANNEXES - 1180 ANNEXES - 1181 ANNEXES - 1182 ANNEXES - 1183 ANNEXES - 1184 ANNEXES - 1185 ANNEXES - 1186 ANNEXES - 1187 ANNEXES - 1188 ANNEXES - 1189 ANNEXES - 1190 ANNEXES - 1191 ANNEXES - 1192 ANNEXES - 1193 ANNEXES - 1194 ANNEXES - 1195 ANNEXES - 1196 ANNEXES - 1197 ANNEXES - 1198 ANNEXES - 1199 ANNEXES - 1200 ANNEXES - 1201 ANNEXES - 1202 ANNEXES - 1203 ANNEXES - 1204 ANNEXES - 1205 ANNEXES - 1206 ANNEXES - 1207 ANNEXES - 1208 ANNEXES - 1209 ANNEXES - 1210 ANNEXES - 1211 ANNEXES - 1212 ANNEXES - 1213 ANNEXES - 1214 ANNEXES - 1215 ANNEXES - 1216 ANNEXES - 1217 ANNEXES - 1218 ANNEXES - 1219 ANNEXES - 1220 ANNEXES - 1221 ANNEXES - 1222 ANNEXES - 1223 ANNEXES - 1224 ANNEXES - 1225 ANNEXES - 1226 ANNEXES - 1227 ANNEXES - 1228 ANNEXES - 1229 ANNEXES - 1230 ANNEXES - 1231 ANNEXES - 1232 ANNEXES - 1233 ANNEXES - 1234 ANNEXES - 1235 ANNEXES - 1236 ANNEXES - 1237 ANNEXES - 1238 ANNEXES - 1239 ANNEXES - 1240 ANNEXES - 1241 ANNEXES - 1242 ANNEXES - 1243 ANNEXES - 1244 ANNEXES - 1245 ANNEXES - 1246 ANNEXES - 1247 ANNEXES - 1248 ANNEXES - 1249 ANNEXES - 1250 ANNEXES - 1251 ANNEXES - 1252 ANNEXES - 1253 ANNEXES - 1254 ANNEXES - 1255 ANNEXES - 1256 ANNEXES - 1257 ANNEXES - 1258 ANNEXES - 1259 ANNEXES - 1260 ANNEXES - 1261 ANNEXES - 1262 ANNEXES - 1263 ANNEXES - 1264 ANNEXES - 1265 ANNEXES - 1266 ANNEXES - 1267 ANNEXES - 1268 ANNEXES - 1269 ANNEXES - 1270 ANNEXES - 1271 ANNEXES - 1272 ANNEXES - 1273 ANNEXES - 1274 ANNEXES - 1275 ANNEXES - 1276 ANNEXES - 1277 ANNEXES - 1278 ANNEXES - 1279 ANNEXES - 1280 ANNEXES - 1281 ANNEXES - 1282 ANNEXES - 1283 ANNEXES - 1284 ANNEXES - 1285 ANNEXES - 1286 ANNEXES - 1287 ANNEXES - 1288 ANNEXES - 1289 ANNEXES - 1290 ANNEXES - 1291 ANNEXES - 1292 ANNEXES - 1293 ANNEXES - 1294 ANNEXES - 1295 ANNEXES - 1296 ANNEXES - 1297 ANNEXES - 1298 ANNEXES - 1299 ANNEXES - 1300 ANNEXES - 1301 ANNEXES - 1302 ANNEXES - 1303 ANNEXES - 1304 ANNEXES - 1305 ANNEXES - 1306 ANNEXES - 1307 ANNEXES - 1308 ANNEXES - 1309 ANNEXES - 1310 ANNEXES - 1311 ANNEXES - 1312 ANNEXES - 1313 ANNEXES - 1314 ANNEXES - 1315 ANNEXES - 1316 ANNEXES - 1317 ANNEXES - 1318 ANNEXES - 1319 ANNEXES - 1320 ANNEXES - 1321 ANNEXES - 1322 ANNEXES - 1323 ANNEXES - 1324 ANNEXES - 1325 ANNEXES - 1326 ANNEXES - 1327 ANNEXES - 1328 ANNEXES - 1329 ANNEXES - 1330 ANNEXES - 1331 ANNEXES - 1332 ANNEXES - 1333 ANNEXES - 1334 ANNEXES - 1335 ANNEXES - 1336 ANNEXES - 1337 ANNEXES - 1338 ANNEXES - 1339 ANNEXES - 1340 ANNEXES - 1341 ANNEXES - 1342 ANNEXES - 1343 ANNEXES - 1344 ANNEXES - 1345 ANNEXES - 1346 ANNEXES - 1347 ANNEXES - 1348 ANNEXES - 1349 ANNEXES - 1350 ANNEXES - 1351 ANNEXES - 1352 ANNEXES - 1353 ANNEXES - 1354 ANNEXES - 1355 ANNEXES - 1356 ANNEXES - 1357 ANNEXES - 1358 ANNEXES - 1359 ANNEXES - 1360 ANNEXES - 1361 ANNEXES - 1362 ANNEXES - 1363 ANNEXES - 1364 ANNEXES - 1365 ANNEXES - 1366 ANNEXES - 1367 ANNEXES - 1368 ANNEXES - 1369 ANNEXES - 1370 ANNEXES - 1371 ANNEXES - 1372 ANNEXES - 1373 ANNEXES

ÉTAT DES LIEUX d'entrée

adresse des lieux loués

1615 Boulevard Henry Boudier
13130 BENE L'ETAY

date d'entrée du Locataire

10/03/2019

DRESSÉ entre

INTÉRIEUR

Entourer ou Indiquer l'état : TB = très bon - B = Bon - P = Passable - M = Mauvais

PIÈCES	PLAFOND	MURS	SOL	MENUISERIE	ÉLECTRICITÉ encastrée <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON			
ENTRÉE	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	points lumineux nombre	prises de courant nombre	prises de télévision nombre	prises de téléphone nombre
SEJOUR	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	points lumineux nombre	prises de courant nombre	prises de télévision nombre	prises de téléphone nombre
CHAMBRE 1	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	points lumineux nombre	prises de courant nombre	prises de télévision nombre	prises de téléphone nombre
CHAMBRE 2	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	points lumineux nombre	prises de courant nombre	prises de télévision nombre	prises de téléphone nombre
CHAMBRE 3	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	points lumineux nombre	prises de courant nombre	prises de télévision nombre	prises de téléphone nombre
CHAMBRE 4	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	points lumineux nombre	prises de courant nombre	prises de télévision nombre	prises de téléphone nombre
CHAMBRE 5	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	points lumineux nombre	prises de courant nombre	prises de télévision nombre	prises de téléphone nombre
CUISINE	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	points lumineux nombre	prises de courant nombre	prises de télévision nombre	prises de téléphone nombre
S. DE BAINS Salle d'eau	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	points lumineux nombre	prises de courant nombre	prises de télévision nombre	prises de téléphone nombre
WC	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	points lumineux nombre	prises de courant nombre	prises de télévision nombre	prises de téléphone nombre
	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	points lumineux nombre	prises de courant nombre	prises de télévision nombre	prises de téléphone nombre
	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	points lumineux nombre	prises de courant nombre	prises de télévision nombre	prises de téléphone nombre

A.2

F.5

Reproduction interdite

ÉQUIPEMENT ET ÉLÉMENTS DE RANGEMENT

Cocher ou indiquer sur la ligne la nature ou la matière (inox, émail, bois, stratifié, gaz, électricité, mixte...)
Indiquer l'état : TB = Très bon état - B = Bon état - P = état Passable - M = Mauvais état

CUISINE		état	SANITAIRES		état
évier	<input type="checkbox"/> inox <input checked="" type="checkbox"/> émail blanc <input type="checkbox"/> couleur	B	lavabo	<input checked="" type="checkbox"/> double <input type="checkbox"/> sur pied <input type="checkbox"/> émail blanc <input type="checkbox"/> couleur	B
nombre de bacs : 1	nombre d'égouttoirs :		robinetterie	<input type="checkbox"/> mélangeur ou <input checked="" type="checkbox"/> mitigeur <input type="checkbox"/> vidage	B
dimensions (facultatif) :			bidet	<input checked="" type="checkbox"/> émail blanc <input type="checkbox"/> couleur	
robinetterie	<input type="checkbox"/> inox <input type="checkbox"/> mélangeur ou <input checked="" type="checkbox"/> mitigeur	B	robinetterie	<input type="checkbox"/> mélangeur ou <input checked="" type="checkbox"/> mitigeur <input type="checkbox"/> vidage	B
<input type="checkbox"/> vidage			<input checked="" type="checkbox"/> baignoire <input checked="" type="checkbox"/> douche <input type="checkbox"/> émail blanc <input type="checkbox"/> couleur		
plaque chauffante	...feux <input type="checkbox"/> gaz <input checked="" type="checkbox"/> élect. <input type="checkbox"/> mixte	B	robinetterie	<input type="checkbox"/> mélangeur ou <input checked="" type="checkbox"/> mitigeur <input type="checkbox"/> flexible <input type="checkbox"/> vidage	B
marque et type :					
four	<input type="checkbox"/> grill <input type="checkbox"/> rotissoire <input checked="" type="checkbox"/> gaz <input checked="" type="checkbox"/> élect. <input type="checkbox"/> air pulsé	B	éléments de rangement	<input type="checkbox"/> bois <input type="checkbox"/> stratifié	
marque et type :			éléments de rangement	<input type="checkbox"/> bois <input type="checkbox"/> stratifié	
éléments de rangement	<input checked="" type="checkbox"/> bois <input type="checkbox"/> stratifié	B	nombre d'éléments (1 ou 2 portes) :		
éléments (1 ou 2 portes) : nombre	divers : nombre		haut 1 porte	haut 2 portes	étagère(s) : trois
bas 1 porte	bas 2 portes		bas 1 porte	bas 2 portes	étagère(s) : trois
divers	marque et type des appareils		W.C 1 et 2	état 1 2	éléments divers
réfrigérateur			chasse d'eau	1	B
micro-ondes			abatant simple <input type="checkbox"/> double		B
lave-vaisselle			vidage		
lave-linge			distributeur de papier		

EXTÉRIEUR - NATURE DES LIEUX LOUÉS		DIVERS	
Clôture	<input checked="" type="checkbox"/> portail <input type="checkbox"/> portillon <input type="checkbox"/> boîte aux lettres <input type="checkbox"/> sonnette... <input type="checkbox"/> TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	Télé TNT	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Jardin	<input type="checkbox"/> allées <input checked="" type="checkbox"/> pelouse <input type="checkbox"/> haie(s) <input type="checkbox"/> arbres... <input type="checkbox"/> TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	Satellite	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Fermeture	<input type="checkbox"/> Porte(s) <input type="checkbox"/> bois <input checked="" type="checkbox"/> alu <input type="checkbox"/> peint(s) <input type="checkbox"/> TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	installateur :	
Toiture	État de la toiture <input type="checkbox"/> TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	Détecteur de fumée :	<input checked="" type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Antenne TV	<input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non État de la toiture autour de l'antenne <input type="checkbox"/> TB <input checked="" type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> P <input type="checkbox"/> M	Marque : <u>Leptem</u>	
Perron			
Terrasse...			
Garage,			
Abris,			
Parking...			

A 2

F 5

Reproduction interdite

CHAUFFAGE - EAU CHAUDE

Relevé des COMPTEURS - Remise des CLÉS

CHAUFFAGE ☒ individuel ☐ collectif ☐ gaz ☐ fuel
 Chaudière marque cumulus
 nombre de 3 radiateurs convecteurs cheminée(s)
 EAU CHAUDE par chaudière ballon électrique de 150 litres

eau 53710 gaz
 électricité 0987
 Détail et destination des clés : 2 remise

INTERDICTIONS

Sans l'autorisation expresse et écrite du bailleur, le locataire s'interdit

- ☒ de coller de la moquette sur le sol ☐ d'utiliser tout autre mode de chauffage différent de celui existant
☐ de pendre toutes menuiseries, poutres vernies ou cirées, faïences... ☐ d'emménager ou de démembrer sans prévenir le propriétaire, sin d'établir au préalable, l'état des lieux des accès (palliers, escaliers, couloirs, ascenseur...)
☐ de repeindre les plafonds avec une couleur vive ou sombre ☐
☒ tout percement et scellement dans les murs, faïences, carrelage, boiseries... ☐
☒ d'obstruer les grilles, aérateurs ou autres pour éviter la condensation ☐

Le présent état des lieux, établi contradictoirement et accepté par les parties, fait partie intégrante du contrat de location auquel il est joint.

Fait à Bene l'Etang le 10/03/2019

en 2 exemplaires originaux dont un original de pages numérotées de 1 à est remis à chacune des parties qui le reconnaît.

Signature du Bailleur ou de son mandataire à l'entrée du Locataire (1)

Signature du Locataire à la prise de possession des lieux (1)

lu et approuvé

lu et approuvé

(1) Signature précédée de la mention manuscrite "lu et approuvé, bon pour accord", après paraphe ou signature de toutes les pages de l'état des lieux.

ÉTAT DES LIEUX À LA FIN DU BAIL - Constat contradictoire entre les parties

Date de sortie du Locataire

Désignation	Constatations des dégradations, détériorations, dommages...	Montant estimé ou devis

RELEVÉ DES COMPTEURS : eau gaz électricité

CLÉS : nombre

Remise par le Locataire de la quittance attestant du paiement de la taxe d'habitation : ☐ oui ☐ non

Nouvelle adresse du locataire :

Les constatations ci-dessus ont été établies contradictoirement entre les parties. Le montant de la remise en état des lieux sera retenu sur le dépôt de garantie. Si les dommages sont supérieurs, Le Locataire s'engage à payer le surplus.

Fait en 2 exemplaires, à Bene l'Etang le
 dont un exemplaire est remis au Locataire qui le reconnaît.

Signature du Bailleur ou de son mandataire (1)

Signature du Locataire (1)

(1) Signature précédée de la mention manuscrite "bon pour accord".

A2

F.S

Reproduction interdite

ACTE de CAUTIONNEMENT SOLIDAIRE à durée déterminée**NATURE ET ETENDUE DE L'ENGAGEMENT DE LA CAUTION SOLIDAIRE**

Loi du 6 juillet 1989 modifiée par la loi ELAN du 23 novembre 2018 et par l'Ordonnance n° 2021-1192 du 15 septembre 2021 Art. 3
 Le bailleur ne peut demander à bénéficier d'un cautionnement lorsqu'il a souscrit une assurance ou toute autre forme de garantie garantissant les obligations locatives du locataire, sauf en cas de logement loué à un étudiant ou un apprenti.

1 - Noms, prénoms date et lieu de naissance, situation familiale (marié, pacsé, célibataire), nationalité, adresse et profession de la personne se portant CAUTION SOLIDAIRE du LOCATAIRE dénommée «LA CAUTION» :

2 - Nom, prénoms du LOCATAIRE :

3 - Nom, prénoms et adresse du BAILLEUR :

4 - ADRESSE DU BIEN :

5 - CONTRAT DE LOCATION PRENANT EFFET LE : 6 - DURÉE DU CONTRAT INITIAL : ans

7 - DURÉE DU 1er RENOUVELLEMENT ou reconduction tacite : ans 8 - DURÉE DE L'ENGAGEMENT de la CAUTION (6+7) : ans

9 - LOYER INITIAL (somme en chiffres et en lettres) :

10 - LOYER ANNUEL (9x12 mois) (somme en chiffres et en lettres) :

11 - MONTANT INITIAL DE L'ENGAGEMENT (10x9) (somme en chiffres et en lettres) :

12 - DATE DE LA FIN D'ENGAGEMENT (5+8) :

13 - VALEUR/TRIMESTRE/ANNÉE DE L'INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS FIGURANT SUR LE BAIL : / /

Je soussigné(e) LA CAUTION (1) déclare me porter caution solidaire à durée déterminée DU LOCATAIRE (2) avec renonciation aux bénéfices de division et de discussion pour les obligations du bail qui lui a été consenti par le BAILLEUR (3) pour une durée de (8) à compter du (5) concernant la location d'un logement situé à (4).

Le montant du loyer mensuel s'élève à (9), révisé automatiquement chaque année, à la date anniversaire de la prise d'effet du contrat par l'application de la variation annuelle de l'indice de référence des loyers (13).

En renonçant au bénéfice de division et de discussion je suis caution solidaire, et reconnais avoir été informé(e) que je ne peux exiger du créancier qu'il discute d'abord les biens du débiteur principal avant de me poursuivre personnellement, ou bien qu'il divise son action entre les différentes cautions.

Je reconnais avoir pris connaissance de toutes les clauses et conditions du bail dont un exemplaire m'a été remis, et je m'engage à garantir au bailleur et aux bailleurs successifs le montant initial de mon engagement sur les loyers (11) auquel doivent s'ajouter les indemnités d'occupation, charges, réparations locatives, impôts et taxes et tous les frais éventuels de procédure, sommes que je m'engage à rembourser sur mes revenus et mes biens.

J'ai connaissance de la nature et de l'étendue de mon engagement.

Art 22-1 de la loi du 6 juillet 1989 : lorsque le cautionnement d'obligations résultant d'un contrat de location conclu en application du présent titre ne comporte aucune indication de durée ou lorsque la durée du cautionnement est stipulée indéterminée, la caution peut le résilier unilatéralement. La résiliation prend effet au terme du contrat de location, qu'il s'agisse du contrat initial ou d'un contrat reconduit ou renouvelé, au cours duquel le bailleur reçoit notification de la résiliation.

RAYÉS NULS	
.....	mois
.....	lignes

Fait à le
 en originaux dont un original avec le contrat de location est remis à chacune des parties qui le reconnaît.

LA CAUTION (*)

Signature précédée de la mention manuscrite
 "Lu et approuvé, bon pour caution solidaire"

LE BAILLEUR

Signature précédée de la mention manuscrite
 "Lu et approuvé, bon pour acceptation"

(*) Faire également signer le conjoint si la caution est mariée sans contrat. La caution joint au présent acte une photocopie recto-verso d'une pièce d'identité en cours de validité, la photocopie de ses 3 derniers bulletins de salaire ainsi que la photocopie de son dernier avis d'imposition.

A2 FS

Elle déclare verser un loyer mensuel de 800 euros charges comprises (740 euros de loyer et 60 euros de charges).

Le certificat de mesurage des lieux établi par Monsieur NASRATY est annexé au présent.

Il stipule une Surface habitable totale de **142,47 m²**.

Monsieur NASRATY adressera directement à Maître SIROUNIAN ses diagnostics techniques.

Monsieur AMAOUCHE nous déclare que la maison est raccordée à une fosse septique.

De retour en notre étude, nous avons clôturé définitivement nos opérations à 12 heures 10 par la rédaction dudit procès-verbal descriptif, donnant lieu à la perception d'un émolument complémentaire de vacation en application des Articles A444-18 et Article A444-29 du Code de Commerce.

Nous précisons que les clichés photographiques annexés au présent ont été pris au moyen d'un appareil photos numérique, et ont été développés sur un ordinateur avec comme seuls modifications une réduction de format, les proportions étant conservées, et un éclaircissement des couleurs parfois nécessaire à la définition sur papier.

Plus rien n'étant à constater, nous avons dressé le présent Procès-Verbal pour servir et valoir ce que de droit.

SOUS TOUTES RESERVES

DONT PROCES VERBAL



Me Henri-Pierre VERSINI





Mesurage d'une Surface Habitable

N° 8840MNI

Surface Habitable

Numéro de dossier : 8840MNL
Date du repérage : 07/01/2025
Heure d'arrivée : 08 h 45
Durée du repérage :

L'objet de la mission est le mesurage de la superficie habitable réalisé suivant nos conditions particulières et générales de vente et d'exécution. Elle ne comprend pas la vérification de l'origine de la propriété.

Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :
Département :Bouches-du-Rhône
Adresse :1615, boulevard Henri Barbusse
Commune :13130 BERRE L ETANG
Section cadastrale BL, Parcelle(s) n°
453
Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :
Maison élevée d'un simple rez-de-chaussée,

Désignation du propriétaire

Désignation du client.
Nom et prénom : .
Adresse :

Donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé)

Nom et prénom : EKLAR AVOCATS - Maître Nicolas
SIROUNIAN
Adresse :23, cours Mirabeau
13100 AIX EN PROVENCE

Repérage

Périmètre de repérage : Parties privatives

Désignation de l'opérateur de diagnostic

Nom et prénom :NASRATY Maxime
Raison sociale et nom de l'entreprise :Cabinet Maxime NASRATY
Adresse :35, cours Pierre Puget
13006 MARSEILLE
Numéro SIRET :424 418 754
Désignation de la compagnie d'assurance : ...ALLIANZ
Numéro de police et date de validité :808108927 / 30/09/2025

Résultat du mesurage

Surface habitable totale : 142,47 m² (cent quarante-deux mètres carrés quarante-sept)

Fait à MARSEILLE, le 07/01/2025

NASRATY Maxime

Maxime NASRATY - 35, cours Pierre Puget - 13006 MARSEILLE - Tel. : 06 08 788 644 - m.nasraty@cabinet-nasraty.com
URSSAF : 331 136 2423 SIRET : 424 418 754 00018 SIREN : 424 418 754 CODE APE : 7120B

1/4
Rapport du :
07/01/2025



Maxime NASRATY

Mesurage d'une Surface Habitable

N° 8840MINI

Détail des surfaces mesurées

En règle générale, et sauf indication contraire, la description des pièces d'une habitation est faite dans le sens des aiguilles d'une montre en commençant par la pièce correspondant à l'entrée principale.

Parties de l'immeuble bâtis visitées	Superficie habitable	Surface hors habitable	Commentaires
Maison - Entrée	2,38	-	
Maison - Séjour et coin cuisine	33,15	-	
Maison - Dégagement	4,65	-	
Maison - Chambre 1	10,72	-	
Maison - Salle de bains	5,52	-	
Maison - Buanderie	5,51	-	
Maison - Chambre 2	14,90	-	
Maison - Salon	44,83	-	
Maison - Chambre 3	16,76	-	
Maison - Salle d'eau	4,05	-	
Annexe - Cuisine d'été	-	23,27	
Annexe - Local technique	-	2,26	
Annexe - W-C	-	1,86	
Annexe - Garage	-	41,04	
TOTAL	142,47	68,43	

Surface habitable totale : 142,47 m² (cent quarante-deux mètres carrés quarante-sept)

Moyens de mesure utilisés

Nous avons utilisé un laser mètre : Disto D810 Touch Leica 5041150022

Conditions particulières d'exécution

Textes de référence

- Art. 79 de la Loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion,
- Art. 2 et 3 de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n°86-1290 du 23 décembre 1986,
- Art. R.111-2 du code de la construction et de l'habitation.
- Extrait de l'Article 78 de la loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion : « Le contrat de location précise la surface habitable de la chose louée ».
- Extrait Art. R.111-2 du code de la construction et de l'habitation : « La surface habitable d'un logement est la surface de plancher construite, après déduction des surfaces occupées par les murs, cloisons, marches et cages d'escaliers, gaines, embrasures de portes et de fenêtres. Il n'est pas tenu compte de la superficie des combles non aménagés, caves, sous-sols, remises, garages, loggias, balcons, séchoirs extérieurs au logement, vérandas, volumes vitrés prévus à l'article R*. 111-10, locaux communs et autres dépendances des logements, ni des parties de locaux d'une hauteur inférieure à 1,80 mètre ».

Maxime NASRATY - 35, cours Pierre Puget - 13006 MARSEILLE - Tel. : 06 08 788 644 - m.nasraty@cabinet-nasraty.com
URSSAF : 331 136 2423 SIRET : 424 418 754 00018 SIREN : 424 418 754 CODE APE : 71208

2/4
Rapport du :
07/01/2025



Maxime NASRATY

Mesurage d'une Surface Habitable

N° 8848461

- Extrait Art. R.111-10 du code de la construction et de l'habitation : « Les pièces principales doivent être pourvues d'un ouvrant et de surfaces transparentes donnant sur l'extérieur. Toutefois cet ouvrant et ces surfaces transparentes peuvent donner sur des volumes vitrés installés soit pour permettre l'utilisation des apports de chaleur dus au rayonnement solaire, soit pour accroître l'isolation acoustique des logements par rapport aux bruits de l'extérieur. Ces volumes doivent, en ce cas :
 - Comporter eux-mêmes au moins un ouvrant donnant sur l'extérieur ;
 - Etre conçus de telle sorte qu'ils permettent la ventilation des logements dans les conditions prévues à l'article R. 111-9 ;
 - Etre dépourvus d'équipements propres de chauffage ;
 - Comporter des parois vitrées en contact avec l'extérieur à raison, non compris le plancher, d'au moins 60% dans le cas des habitations collectives et d'au moins 80% dans le cas des habitations individuelles ;
 - Ne pas constituer une cour couverte ».

Maxime NASRATY - 35, cours Pierre Puget - 13006 MARSEILLE - Tel. : 06 08 788 644 - m.nasraty@cabinet-nasraty.com
URSSAF : 331 136 2423 SIRET : 424 418 754 00018 SIREN : 424 418 754 CODE APE : 7120B

3/4
Rapport du :
07/01/2025

